

K

Kaléidoscope

Le développement collectif
dans tous ses états



DOSSIER:
**Les nouvelles formes
de mobilisation**

INTERNATIONAL :
**Medellín : de la résilience
à l'innovation urbaine**

POLITIKES PUBLIQUES :
**Apprendre tout au long
de sa vie, une condition
du développement social**

RUBRIQUES

01 LE MOT DE LA RÉDACTION

Vers un avenir collectif

Par Gabrielle Brassard-Lecours

02 POLITIQUES PUBLIQUES

**Apprendre tout au long de sa vie,
une condition du développement
social**

Par Ronald Cameron

05 PRATIQUES CITOYENNES

**Des communautés s'organisent
au Québec pour agir sur le
développement collectif**

Par Denis Bourque et René Lachapelle

08 TERRITOIRES NUMÉRIQUES

**Les logiciels libres : culture
du partage et appropriation
collective du numérique**

Par Stéphane Couture

11 INTERNATIONAL

**Medellín, Ciudad para la vida:
de la résilience à l'innovation
urbaine**

Par Marianne Carle Marsan
et Léa Champagne

34 SOCIALE FICTION

Démêler la mort de l'avenir

Par Catherine Dorion

36 ÉTUDES DE K

Par Sophie Clerc, Cynthia Rivard
et Myriam Thériault

39 TOUTE UNE HISTOIRE

**Les sociétés de secours mutuel
au Québec : une histoire
d'intérêts collectifs
ou individuels ?**

Par Yanic Viau

42 RADAR CULTUREL

Par Véronique Chagnon



Où nous sommes
allés, dans ce
numéro-ci

**Retrouvez-nous
sur MEDIAK.ca**

DOSSIER

INTRODUCTION

**14 Les nouvelles formes de
mobilisation ; pour un
renouvellement
de la démocratie**

Par Gabrielle Brassard-Lecours

**22 Les facilitateurs :
passeurs de la parole
citoyenne**

Par Alexandra Viau

HAUT-PARLEUR

**16 De la participation
à l'engagement**

Par Alain Ambrosi

**25 Le citoyen, maillon
crucial de la
mobilisation territoriale**

Par Caroline Larocque-Allard

28 Mobiliser son monde

Par Simon St-Onge

REGARDS CROISÉS

**19 Réunir participation,
démocratie et science à
travers la mobilisation**

avec André Fortin

et Jacques Chevalier

Par Gabrielle Brassard-Lecours

**31 Citoyenneté active :
mode d'emploi**

Par Sophie Clerc

Vers un avenir collectif

par **Gabrielle Brassard-Lecours**, rédactrice en chef adjointe

Et le pouvoir tourne / Chacun à son tour /
Ça fait le tour, ça tourne, ça tourne /
Le pouvoir tourne /
Pendant que le peuple souffre /
Le pouvoir tourne / Ça fait le tour,
ça tourne, ça tourne / Et il s'essouffle

Tiken Jah Fakoly

Les paroles de ce chanteur ivoirien, exilé en France à cause de ses chansons qui dénoncent l'excision et les politiques corrompues de son pays, traversent les époques et les pays. Et elles s'appliquent plutôt bien à notre récent contexte social et politique.

À l'ère où tout change et évolue rapidement, l'information comme les gouvernements, il est vrai aussi que le « peuple s'essouffle ». Il n'en est pas moins actif pour autant. Au contraire; il semble renaître peu à peu de ses cendres. Après trop d'années à vivre dans un modèle hiérarchisant, lourd de procédures et inspirant peu confiance, nombreux sont ceux et celles qui se lèvent pour dire qu'il est temps d'agir et choisissent de prendre en main le destin sociétal et collectif. *Kaléidoscope* tente d'en témoigner à chaque numéro. Ici encore, de nombreux exemples de projets citoyens et autres portent l'espoir d'un renouveau collectif, inspirant pour l'avenir.

Même si plusieurs débats et enjeux importants sont polarisés par des visées politiques et individualistes, même si l'opinion publique est influencée et guidée par les médias de masse, même si les chroniqueurs et chroniqueuses subissent l'influence de la ligne éditoriale de leur journal et des sondages, et même si les instances publiques et politiques ont perdu leur crédibilité... tout n'est pas noir pour autant. Tranquillement, à petite échelle, comme des petits grains de *pop corn* qui éclatent d'abord lentement, puis tous en même temps, un vent de changement souffle manifestement sur notre société. Il entraîne dans son sillage de

nombreux petits groupes de citoyennes et citoyens qui décident de s'organiser entre eux pour contribuer au mieux-être de leur environnement. Des organismes qui se remettent en question, n'ont pas le choix de renouveler leurs pratiques s'ils veulent maintenir leur mission première. *Kaléidoscope* s'inscrit dans cette mouvance, tentant d'aller toujours un peu plus loin dans l'analyse et les témoignages d'actions qui contribuent à améliorer la société et à changer les choses, aussi à petite échelle soient-elles.

Ici comme ailleurs, on sent que quelque chose s'est mis en branle, envers et contre tous. En dépit de la montée de la droite un peu partout dans le monde. À contre-courant d'un système économique axé sur le profit, qui contribue au passage à endommager un peu plus chaque jour l'environnement. Sont-ce des raisons pour se laisser abattre? Pour se dire que nos petites initiatives ne serviront à rien dans un système impénétrable et plus grand que nous? Certainement pas. La maxime « penser global, agir local » n'aura jamais été aussi vraie. Le cynisme social et politique ambiant en inspire plus d'un à dire « c'est assez ». Jamais mieux servis que par nous-mêmes, c'est ainsi que nous nous levons, et réalisons à travers des projets, des luttes, des causes qui nous tiennent à cœur, des actions pour sortir des sentiers battus, et en créer d'autres, qui nous mèneront vers un meilleur demain. Croyant résolument à l'avenir, au vivre ensemble et à l'avancement pour le pire mais surtout pour le meilleur, *Kaléidoscope* constitue l'un de ces chemins.

Je vous laisse avec d'autres paroles de Tiken Jah Fakoly, qui expriment, une fois de plus, tellement bien la réalité.

Gauche droite, c'est la même chose /
Gauche droite, y a-t-il autre chose? /
Gauche droite, pour changer les choses /
Gauche droite, on a notre dose /



Apprendre tout au long de sa vie, une condition du développement social

C'est à l'enseigne de l'essor économique que le nouveau gouvernement du Parti libéral du Québec place les enjeux en éducation et en particulier en éducation des adultes. Au-delà du *Plan Nord* + ou de la *Stratégie maritime*, il s'agit surtout d'accroître la diversification des parcours de formations professionnelles et collégiales, d'en assouplir les règles d'entrée et de faciliter les passerelles. À quelle fin doit-on poursuivre la qualification accrue de la population au Québec ?

par **Ronald Cameron**

Ronald Cameron est directeur général de l'Institut de coopération pour l'éducation des adultes (ICÉA)

Une vision de l'avenir du Québec fondée sur le seul renforcement du parcours scolaire et de la qualification professionnelle fait fausse route.

Dans une lettre qu'elle a fait parvenir à l'Institut de coopération pour l'éducation des adultes (ICÉA) durant la dernière campagne électorale, Marie-Ève Ringuette¹, directrice générale du Parti libéral du Québec, rappelait que les engagements du parti sont voués « à la réussite des jeunes et moins jeunes ». L'idée de ne laisser aucun jeune sans qualification, tout comme celle de permettre la qualification des adultes, fait certainement consensus au Québec. Toutefois, une vision de l'avenir du Québec fondée sur le seul renforcement du parcours scolaire et de la qualification professionnelle fait fausse route. On doit répondre aux besoins de toute la population du Québec et viser l'accroissement des capacités des adultes dans une perspective d'apprentissage tout au long de la vie.

La pyramide des âges a déjà commencé à se renverser et la réduction des effectifs scolaires est déjà amorcée dans le réseau scolaire. C'est pourquoi le Parti libéral du Québec indique vouloir inclure les adultes dans le projet visant à accroître les qualifications de la population québécoise. Or, l'avenir du Québec ne repose pas seulement sur la croissance économique. Elle exige

d'envisager le développement social en vue d'accroître les capacités de la population à exercer pleinement sa citoyenneté.

Les résultats du PEICA devraient nous terrasser

Dans une telle perspective, les résultats de la dernière enquête de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE), le Programme pour l'évaluation internationale sur les capacités des adultes (PEICA)² devraient nous terrasser. Au Québec, ce sont 19 % des personnes répondantes qui présentent de grandes difficultés en littératie. Cela représente plus d'un million d'adultes québécois âgés de 16 à 65 ans. Le Québec se situe ainsi au 10^e rang des provinces et des territoires canadiens sur ce plan.

Véritable baromètre de la santé démocratique des sociétés occidentales, le PEICA nous apprend que la faiblesse des capacités des adultes au Canada et au Québec est restée identique à celle d'il y a dix ans. Mais attention. Il serait trop facile d'imputer au système scolaire la responsabilité des problèmes sociaux : de multiples facteurs et obstacles sociaux, psychologiques, fami-

liaux, professionnels agissent sur la capacité d'apprentissage et la persévérance des jeunes comme des adultes.

Dans l'environnement technologique qui est le nôtre, les personnes avec de faibles compétences en littératie, en numératie et en résolution de problèmes sont plus à risque d'être exclues du marché du travail et de vivre des situations de pauvreté et de grande vulnérabilité. Ce que nous apprend la PEICA, c'est donc qu'une fraction importante des adultes québécois ne dispose pas des compétences nécessaires qui pourraient leur permettre d'améliorer leur sort.

Dans ce contexte, il n'est pas étonnant que plusieurs acteurs, notamment le Conseil supérieur de l'éducation³, rappellent qu'une large mobilisation sociale en vue de développer une culture d'apprentissage demeure une composante essentielle d'une stratégie visant à rehausser les compétences de la population adulte d'aujourd'hui. Par le développement d'une telle culture d'apprentissage, il s'agit de permettre aux 20 % de la population adulte la plus en difficulté, de pouvoir réaliser leur droit individuel à l'éducation et à l'exercice de leur citoyenneté. Il s'agit aussi d'un enjeu collectif visant à assurer un développement social au bénéfice du plus grand nombre.

Le droit à l'éducation concerne l'ensemble de la population

Accroître le droit d'apprendre tout au long de la vie est une condition essentielle pour développer tout le potentiel d'une société, tant sur le plan économique que démocratique et social. Y répondre en améliorant

le système scolaire demeure insuffisant. Combattre le décrochage au Québec est un pas dans la bonne direction, notamment à cause de l'importance de la formation initiale dans la poursuite d'activités de formation à l'âge adulte, mais il demeure insuffisant. Le droit à l'éducation concerne l'ensemble de la population. Favoriser le développement et les mises à jour des compétences de la population adulte est une condition nécessaire pour assurer le développement du Québec.

D'ailleurs, les résultats du PEICA nous apprennent aussi que les capacités des populations adultes des sociétés occidentales s'affaiblissent après la période de scolarisation. Du même coup, les sociétés sont de plus en plus complexes, tant sur le plan des technologies de l'information et des communications, qu'au plan social ou économique. La précarisation du travail, l'explosion des technologies, la fragilisation du financement des politiques sociales, les pressions sur les organisations sociales et communautaires, sur les services publics et les réseaux, exercent des pressions énormes sur la capacité collective d'aller plus loin.

Les relations des citoyennes et des citoyens avec les services de l'État offrent de nombreux exemples de la complexité accrue de la vie en société. L'autonomie professionnelle et le bouleversement de l'organisation du travail en sont aussi les témoins. Les nouvelles réalités environnementales ou les exigences du vivre ensemble avec des populations de différentes origines sont parmi les enjeux les plus importants pour le développement social. →

Une fraction importante des adultes québécois ne dispose pas des compétences nécessaires qui pourraient leur permettre d'améliorer leur sort.



Plénière de l'événement *24 heures pour un Québec apprenant* de l'ICÉA qui s'est tenue en mai 2013, duquel la lutte à l'analphabétisme fut identifiée comme une priorité.



Au Québec, ce sont 19 % des personnes répondantes qui présentent de grandes difficultés en littératie.

Développer le droit à l'éducation tout au long de la vie est une condition de l'amélioration des conditions de vie personnelle et collective du plus grand nombre sur la planète. C'est un véritable enjeu de justice sociale.

Accroître l'exercice de la citoyenneté et des droits

L'exercice des droits fondamentaux est partout remis en question dans le contexte de singulariser les politiques publiques au seul critère de la performance économique. La volonté du nouveau gouvernement de Philippe Couillard d'accroître la qualification de la population au Québec constitue un objectif nécessaire étant donné les transformations dans le monde du travail. L'accroissement des capacités de la population adulte au Québec ne peut toutefois se résumer à la seule perspective économique.

Hausser la qualification de la population adulte doit viser le développement de la citoyenneté et de l'exercice des droits, y compris le droit à un travail décent. Or, quand le cinquième de la population québécoise présente de faibles performances en littératie, l'enjeu en est un de société en vue d'assurer à toute la population au Québec la capacité d'agir pour l'avenir du Québec, y

compris au plan économique.

En matière de politique publique, le nouveau gouvernement doit engager une orientation politique sans équivoque en vue de contrer l'analphabétisme au Québec. Cette dimension de l'éducation des adultes constitue, dans le contexte actuel, un champ d'intervention incontournable et un levier dans le combat pour une véritable culture de formation pour l'ensemble de la population au Québec. /

Accroître le droit d'apprendre tout au long de la vie est une condition essentielle pour développer tout le potentiel d'une société, tant sur le plan économique que démocratique et social.

1. Lettre de Marie-Ève Ringuette, directrice générale, Parti libéral du Québec, le 31 mars 2014, http://www.icea.qc.ca/site/sites/default/files/elections_reponseplq.pdf

2. Le Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine (CDÉACF) a monté une page Web qui regroupe toutes les références provenant de l'OCDE, mais aussi de Statistique Canada qui a contribué à l'enquête pour le Canada <http://cdeacf.ca/peica>

3. Conseil supérieur de l'Éducation 2013, Un engagement collectif pour maintenir et relever les compétences en littératie des adultes, Avis à la ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport et au ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie, 192 pages. <http://www.cse.gouv.qc.ca/fichiers/documents/publications/Avis/50-0482.pdf>

Des communautés s'organisent au Québec pour agir sur le développement collectif

par **Denis Bourque** et **René Lachapelle**

Elles sont nombreuses les régions du Québec à avoir entrepris une démarche collective de développement social. S'inspirant de divers modèles, ces démarches partagent toutes, chacune à leur manière, la conviction que le social doit être intégré aux efforts de développement et que l'économie doit s'ancrer sur un territoire. Se déployant à l'échelle locale, ces démarches collectives s'inscrivent dans une tradition, maintenant bien ancrée au Québec, qui mise sur cette capacité des communautés à agir elles-mêmes lors des défis qui confrontent leur collectivité. Mais quels sont les facteurs favorables et les contraintes de telles situations? Quelles conditions stimulent une participation active du plus grand nombre? Et quelles sont les retombées pour les communautés? Levée de rideau sur un exemple probant: la MRC de Vaudreuil-Soulanges.

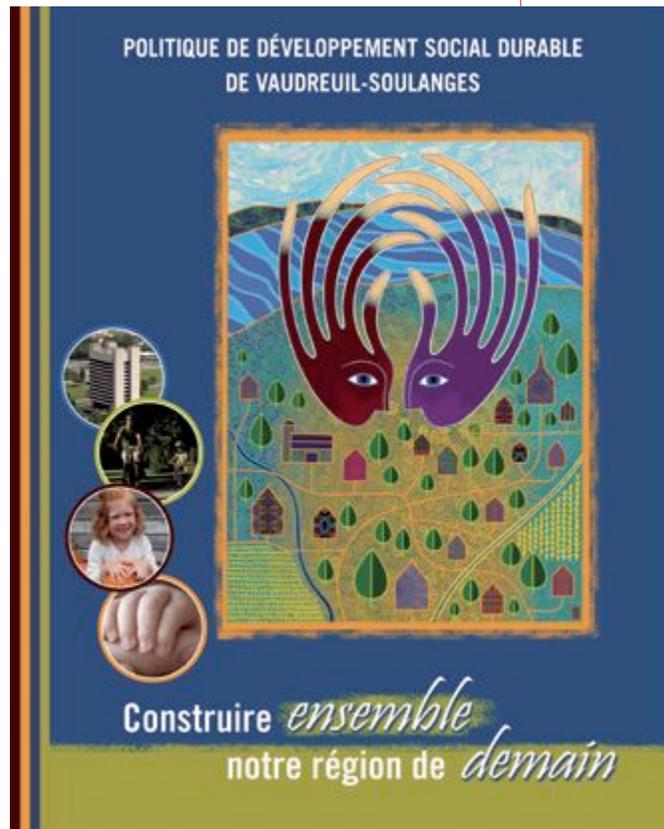
Une politique citoyenne à la MRC Vaudreuil- Soulanges

C'est au terme d'une démarche de 20 mois que la MRC Vaudreuil-Soulanges a adopté, en juin 2008, une *Politique de développement social durable* (PDSD)¹. Selon un document produit par la CDC de Vaudreuil-Soulanges, le développement social durable est « une approche intégrée et concertée de développement régional favorisant la mise en place de moyens qui permettent aux citoyens d'améliorer leur qualité de vie et de participer activement à la vitalité, au dynamisme et à la pérennité des organisations et des milieux ». Un développement social durable « est pla-

nifié dans une perspective équitable entre l'ensemble des citoyens, les municipalités puis envers les générations futures ».

Si le résultat est intéressant, la démarche qui a conduit à l'élaboration et à l'adoption de la politique l'est tout autant et a d'ailleurs fait l'objet de nombreuses études². Pourquoi? D'abord, parce qu'elle a été portée par une double structure permettant d'une part une démarche rigoureuse d'analyse et de consultation citoyenne et d'autre part une démarche décisionnelle →

Denis Bourque et René Lachapelle sont respectivement titulaire et chercheur à la Chaire de recherche du Canada en organisation communautaire (CRCO)





Parc historique de la Pointe-du-Moulin à Notre-Dame-de-l'Île-Perrot

L'élaboration et l'adoption de la politique sont issues du choix d'une approche intégrée de développement, en plus d'être le fruit d'une réelle expérience de territorialisation.

associant les divers acteurs collectifs de la MRC. Ensuite, parce qu'elle a conduit à l'adoption d'une politique par le Conseil de la MRC. Finalement, parce qu'elle est en phase de mise en œuvre selon un modèle de gouvernance inspiré de ce qui s'est fait dans le cadre du processus d'élaboration, mais adapté afin de s'arrimer aux modes de fonctionnement des instances municipales.

De la participation à la délibération

La *Politique de développement social durable* de Vaudreuil-Soulanges est donc une initiative de la société civile qui a su rencontrer l'intérêt des élus. Son élaboration et son adoption sont issues du choix d'une approche intégrée de développement, en plus d'être le fruit d'une réelle expérience de territorialisation.

La démarche a réuni un nombre significatif de personnes des diverses parties du territoire. Ce caractère participatif, voulu dès le départ, a suscité la prise de parole citoyenne et a permis leur prise en compte dans la démarche de priorisation. Mais pour qu'une démarche participative dépasse le simple niveau de consultation, il faut du temps et un accompagnement axés sur le renforcement des capacités, afin que les individus soient à l'aise dans un contexte de rapports de pouvoir et de savoirs experts. Piloté par un comité de travail sensible à ces enjeux, le dialogue entre les acteurs s'est cristallisé dans le cadre d'un comité territorial réunissant les décideurs. Cette structure a permis une forme d'équilibre des forces entre le pouvoir de la représentation et la légitimité de la délibération.

Vers une réelle intégration de la dimension économique

Le développement social est souvent perçu comme un enjeu étranger au développement économique. Or, la PDSO a réussi à changer cette perception. Le travail concerté a permis de prendre conscience de l'effet cloisonnant des interventions sectorielles, ce qui a permis un premier pas vers la création de ponts entre les divers acteurs du développement. Aujourd'hui, l'association des gens d'affaires de Vaudreuil-Soulanges siège au comité territorial de suivi de la PDSO, ce qui constitue un indicateur intéressant du progrès accompli vers un décloisonnement des interventions.

Des défis à relever pour maintenir la participation citoyenne

La PDSO de Vaudreuil-Soulanges est le résultat d'une heureuse combinaison de compétences, d'occasions favorables et de leadership d'acteurs qui ont mis en œuvre leurs connaissances du territoire et leurs relations et qui, surtout, ont tenu bon. Son adoption par le conseil de la MRC constitue maintenant un jalon important de pérennisation : des ressources humaines et financières y sont investies et des structures formelles portent cette politique.

Cependant, la politique repose sur une base d'attention à la participation citoyenne dont la mise en œuvre ne se réduit pas à des cadres établis. Dans un contexte de précarité qui conduit actuellement à un roulement de personnel dans les réseaux publics et les organismes communautaires, il est légitime de pointer cet élément comme étant le potentiel talon d'Achille de l'action collective concertée. Car la mise en œuvre de la PDSO dépendra très certainement de la capacité des divers acteurs de changement du milieu à maintenir leur capacité d'innovation. Il s'agit d'une condition essentielle pour que la mise en œuvre de la PDSO demeure aussi inspirante que le processus ayant mené à son élaboration et à son adoption.

Par ailleurs, l'accès aux ressources pourrait fragiliser davantage le talon d'Achille de la PDSO. Car le poids des multiples pro-

grammes avec lesquels les acteurs collectifs locaux doivent composer est le fruit de choix politiques qui, au cours des quinze dernières années en particulier, ont fait reculer la décentralisation et l'espace ouvert à la participation citoyenne en mettant les milieux au service des programmes plutôt que les programmes au service des milieux.

Des leçons à tirer

La notion de développement renvoie à des approches et des projets de différents types : développement social local, développement économique communautaire, développement des communautés, *Vibrant Communities*, *Comprehensive Community Initiatives*, etc. Certaines de ces approches sont reconnues dans une politique officielle ou un programme, d'autres non, mais toutes reposent sur des démarches visant la mobilisation des collectivités face aux enjeux auxquels elles sont confrontées. Ces démarches peuvent être affaiblies si elles se contentent de juxtaposer les thématiques sectorielles. Faisant souvent appel aux mêmes acteurs, elles peuvent créer une dynamique d'épuisement qui affaiblit l'action concertée. Mais, lorsqu'elles sont coordonnées et intégrées, elles peuvent aussi contribuer à la « densification institutionnelle » et au recadrage des missions institutionnelles de façon à ce qu'elles puissent contribuer au renforcement de la capacité d'action collective. Or, une telle intégration suppose de nouveaux modes de gouvernance territoriale qui font appel à la participation citoyenne et à la concertation multisectorielle. Ce faisant, le territoire devient un espace d'intégration. La démarche qui a abouti à la PDSO à Vaudreuil-Soulanges représente à cet égard une expérience particulièrement inspirante. /

Dans un contexte de précarité qui conduit actuellement à un roulement de personnel dans les réseaux publics et les organismes communautaires, il est légitime de pointer cet élément comme étant le potentiel talon d'Achille de l'action collective concertée.

1. Pour consulter la politique : http://www.mrcvs.ca/sites/default/files/documents/dev_social_durable/politique_dev_social_durable_v-s.pdf

2. Voir à ce sujet : <http://www4.uqo.ca/crcoc/Fichiers/cahiers/1302%20-%20La%20politique%20de%20DSD%20de%20Vaudreuil-Soulanges.pdf>

Les logiciels libres : culture du partage et appropriation collective du numérique

Au-delà des enjeux pragmatiques qu'ils présentent, les logiciels libres participent au développement collectif de la société québécoise en favorisant l'émergence de nombreux groupes actifs sur les questions numériques. Dans cette perspective, les logiciels libres doivent être vus non seulement comme des outils, mais plutôt comme l'expression d'une culture de la collaboration qui participe à l'appropriation collective d'Internet, des technologies numériques et des enjeux politiques que leur usage soulève.

par **Stéphane Couture**

Stéphane Couture est présentement chercheur postdoctoral à l'Université McGill. Il est également chercheur associé à l'Institut de recherche et d'information socio-économique (IRIS).

Depuis plusieurs années, les logiciels libres suscitent l'intérêt de différents acteurs de la société, tant pour leur efficacité, leurs coûts réduits et leur capacité à faire émerger de nouvelles formes de coopération et d'engagement collectif.

Les logiciels sont définis comme « libres » si leur code source – le programme informatique qui spécifie leur fonctionnement – s'avère librement accessible et peut être modifié et partagé sans restriction. Selon ces principes, les logiciels libres sont très pratiques et leur utilisation n'est pas restreinte par des contrats d'utilisation. Les logiciels libres sont ainsi souvent opposés aux logiciels dits « propriétaires », dont le modèle économique est basé sur le secret industriel du code source et la restriction des droits d'utilisateurs. Alors qu'un logiciel propriétaire (les logiciels de Microsoft et d'Apple par exemple) ne peut souvent être installé que sur un seul appareil électronique et que leur copie est interdite, ces gestes sont au contraire permis et encouragés dans le monde des logiciels libres.

Le modèle économique des logiciels libres est basé sur la collaboration sur Internet de

« communautés » regroupant parfois des centaines ou des milliers de personnes. Des analystes ont décrit cette forme de collaboration sous les termes « d'innovation par l'usage », ou encore, « d'innovation ascendante » (du bas vers le haut). Cette forme d'innovation fait appel aux usagers qui collectivement créent ou adaptent le logiciel pour leurs propres besoins. L'innovation ascendante des logiciels libres se trouve donc en rupture avec les formes d'innovations plus traditionnelles nées dans les entreprises et les laboratoires de recherche et de développement. Ce modèle a permis le développement de logiciels élaborés et performants, comme *Firefox*, *LibreOffice* ou encore *Linux*. Ils sont aujourd'hui utilisés dans de nombreux appareils électroniques, comme les téléphones intelligents de type Android ou encore dans le fonctionnement de plusieurs sites web tels que Google ou Facebook.

Forts de ce succès, les logiciels libres attirent aujourd'hui de nombreuses entreprises commerciales et institutions publiques. Ces dernières y voient notamment l'occasion de briser leur dépendance envers

**Les logiciels libres
sont opposés aux
logiciels dits
« propriétaires »,
dont le modèle
économique est basé
sur le secret
industriel du code
source et la
restriction des droits
d'utilisateurs.**

les grands monopoles propriétaires, mais aussi de réduire leurs dépenses pour éventuellement les réinvestir dans l'économie locale.

Une culture de collaboration adaptée à l'ère des réseaux numériques

Pour comprendre comment les logiciels libres peuvent devenir des vecteurs du développement collectif, il est important de les considérer non pas comme de simples outils, mais plutôt comme un processus basé sur des valeurs de partage et de collaboration. Richard Stallman, qui le premier a défini le concept de logiciel libre, expliquait il y a quelques années que son engagement reposait davantage sur l'importance qu'il accordait à la communauté qu'au désir de développer des logiciels efficaces. « Que le logiciel libre aboutisse aussi à du logiciel efficient et puissant a été une surprise pour moi, et je m'en réjouis. Mais c'est un bonus. J'aurais choisi le logiciel libre, même s'il avait été moins efficace et moins puissant – parce que je ne brade pas ma liberté pour de simples questions de convenances¹. »

Un vecteur pour le développement de projets enracinés dans la collectivité

L'impact collectif de l'implantation et du développement des logiciels libres transcendent les frontières de la Toile. Il y a quelques années, un sondage réalisé par le Centre interuniversitaire de recherche sur la science et la technologie (CIRST) auprès de plusieurs acteurs et actrices québécois(es) des logiciels libres a fait ressortir des dizaines de projets de logiciels ou de groupes d'utilisateurs au Québec². Visant une appropriation collective des technologies numériques, ces projets participent au renforcement des liens sociaux d'une communauté. Les groupes d'utilisateurs de Linux (GUL), un système d'exploitation libre, sont parmi les premiers à s'être regroupés autour de projet de logiciel libre. On retrouve des groupes Linux dans plusieurs villes au Québec, comme à Québec (LinuQ), ou à

Montréal où le *Club Linux Atomic* tient des rencontres régulières permettant aux citoyens et aux citoyennes de s'approprier les logiciels libres et de mieux en comprendre la philosophie.

D'autres groupes se fixent des objectifs plus explicitement sociaux, voire politiques. Plusieurs cherchent par exemple à promouvoir la place des femmes au sein des communautés de logiciels libres. C'est le cas de *PyLadies*, dédié aux femmes qui s'intéressent à la programmation dans le langage informatique Python (aussi un logiciel libre). Ce groupe technoféministe, qui se réunit à Montréal chaque mois, se veut avant tout un espace d'échanges et de rencontres pour les femmes qui développent et utilisent des logiciels libres. Le groupe vise également à transformer la culture à forte prédominance masculine du monde du logiciel libre pour qu'elle soit plus accueillante pour les femmes et ouverte à la diversité sociale.

Démocratie technique et appropriation collective du numérique

D'autres groupes, comme l'organisme sans but lucratif *Facil* se sont donné comme mandat de sensibiliser la population et les décideurs publics à l'existence des logiciels libres, mais aussi à des enjeux périphériques, comme les données ouvertes ou la question du droit d'auteur à l'ère numérique. Plusieurs projets collectifs s'enracinent dans la culture du logiciel libre sans nécessairement en faire un enjeu central de leur mission, comme le groupe *Île sans Fil* (2006) bien connu à Montréal, qui offre des accès Wifi à Internet dans de nombreux cafés, bars et espaces publics de Montréal. Le logiciel libre *WifiDog* permet quant à lui de se connecter aux différents points d'accès Wifi offerts dans la ville. Le groupe *Réseau Libre* promeut également la culture du libre en développant un réseau sans fil, communautaire et de voisinage, indépendant et décentralisé.

On retrouve finalement *Koumbit*, un organisme sans but lucratif québécois, qui s'affiche sur son site web comme défendant un Internet « libre et solidaire ». Fondé ➔

Les groupes d'utilisateurs de Linux (GUL), un système d'exploitation libre, sont parmi les premiers à s'être regroupés autour de projet de logiciel libre



Session de travail chez Koumbit.

**Le groupe PyLadies
vise à transformer
la culture à forte
prédominance
masculine du monde
du logiciel libre pour
qu'elle soit plus
accueillante pour les
femmes et ouverte à
la diversité sociale.**

en 2004 par des informaticiens impliqués au sein des mouvements sociaux, l'organisme est investi d'une double mission. D'une part, offrir des services en logiciels libres aux groupes communautaires et aux mouvements sociaux québécois, principalement en ce qui a trait au développement et à l'hébergement de sites web. D'autre part, offrir aux travailleurs de l'informatique une structure de travail autogérée, inspirée des principes de l'économie participative et des formes de collaborations expérimentées dans les communautés de logiciels libres. Koumbit s'est notamment fait connaître grâce au développement de Drupal, un logiciel libre permettant de créer des sites web interactifs. Il est également reconnu pour son soutien technique et politique à différentes causes, telles que la grève étudiante de 2012 ou encore les enjeux liés au numérique. L'organisme privilégie l'usage des logiciels libres pour son travail et l'ensemble des logiciels créés ou améliorés par ses travailleurs et travailleuses est diffusé sous une licence libre, contribuant ainsi au développement de la communauté globale du logiciel libre.

L'importance des logiciels libres n'est pas tant l'outil comme la culture de collaboration particulièrement adaptée à l'ère des réseaux numériques qui sous-tend leur développement. Certains chercheurs en sciences sociales recommandent d'ailleurs de soutenir

vigoureusement le phénomène des logiciels libres, non pas pour sa capacité à créer des logiciels efficaces peu coûteux, mais plutôt parce que ces derniers constituent des plateformes pour le développement de vertus morales et politiques, comme l'altruisme, la solidarité et la coopération³, essentiels à toute communauté démocratique. C'est sans doute ce qui explique la prolifération d'une multitude de groupes sociaux qui se rassemblent autour des logiciels libres, dont plusieurs sont enracinés localement. /

Pour plus d'information :

<http://www.linux.org/>
<http://clublinuxatomic.org/>
<http://www.pyladies.com/>
<http://facil.qc.ca/>
<http://www.ilesansfil.org/>
<http://wiki.reseaulibre.ca/>
<https://www.koumbit.org/>

1. Stallman, Richard (2000), *La passion du libre entretien avec Richard Stallman* (entretien réalisé par Jérôme Gleizes et Aris Papatheodou). Multitudes 1. Source : <http://multitudes.samizdat.net/La-passion-du-libre>

2. Couture, Stéphane, Christina Haralanova, Sylvie Jochems et Serge Proulx (2010), *Un portrait de l'engagement pour les logiciels libres au Québec*. Note de recherche 2010-03, Montréal, Centre interuniversitaire de recherche sur la science et la technologie (CIRST).

3. Benkler, Yochai et Helen Nissenbaum (2006), « Commons-Based Production and Virtue ». *The Journal of Political Philosophy*, 14 (4): 394-419.

Medellín, *Ciudad para la vida*¹ : de la résilience à l'innovation urbaine

Plus de la moitié de la planète a élu domicile en milieu urbain. C'est dans ce contexte que près de 25 000 personnes des quatre coins du monde ont convergé en avril dernier au Forum Urbain Mondial (FUM) des Nations Unies – Habitat², à Medellín en Colombie. La 7^e édition de la plus importante conférence des Nations Unies portait sur l'équité dans le développement urbain, thématique inspirée notamment de *Ciudad para la vida* qui a valu à Medellín le titre de capitale mondiale de l'innovation en 2013³.

Entre planification urbaine participative et agenda politique favorable, cette ville qui amorçait en 2004 le virage urbain le plus remarquable de l'histoire moderne, détonne et fascine.

par **Marianne Carle Marsan** et **Léa Champagne**

Del miedo a la esperanza⁴

Si, au début des années 1990, Medellín était considérée comme l'une des villes les plus dangereuses au monde, elle peut aujourd'hui se vanter d'être un modèle de réussite et d'innovation en matière d'équité et d'aménagement urbain. Véritable laboratoire d'urbanisme social, sa métamorphose et sa résilience ont de quoi inspirer ceux et celles qui œuvrent pour le développement de villes sécuritaires, participatives et inclusives.

Pourtant, à l'image d'autres grandes villes latino-américaines, Medellín possède aussi son lot d'inégalités sociales, qui se matérialisent dans un territoire fragmenté par la pauvreté. Il n'y a pas si longtemps, près d'une personne sur trois habitait dans un bidonville, c'est-à-dire un quartier informel, privé d'infrastructures et de services publics de base et éloigné des opportunités qu'offre la ville. Et encore, les tensions sociales, exacerbées par les conflits sociopolitiques qui ont secoué la Colombie durant plus d'une quarantaine d'années, ont fait de Medellín le théâtre de luttes de pouvoir menées, entre autres, par les narcotrafiquants.

Malgré tout, dans ce climat de violence urbaine, une réflexion collective innovatrice

a émergé ; les professionnels de l'aménagement urbain, les élus et la société civile ont réussi, en amont, à raviver l'intérêt général – et politique – à se réapproprier la ville. C'est en effet au début des années 2000 que Medellín est sortie de son obscurantisme, grâce au maire Sergio Fajardo et à son équipe, qui ont mis de l'avant une approche ambitieuse et porteuse d'espoir, où l'urbanisme social et l'éducation citoyenne se sont présentés comme une réponse à la violence et aux inégalités sociales.

L'urbanisme social pour repenser la ville

Le Forum Urbain Mondial, impulsé par les Nations Unies, aura été l'occasion pour Medellín de montrer aux yeux du monde entier qu'il est possible de créer des *Villes pour la vie*, c'est-à-dire des villes humaines, heureuses, pacifiques et équitables, en misant sur un urbanisme social guidé par des principes de transparence, de participation citoyenne, de non-violence et d'innovation. Révolution dans la planification urbaine ? Certains diront que oui, car cette approche instaure désormais des interventions urbanistiques qui sont indissociables d'une →

Marianne Carle Marsan est titulaire d'une maîtrise en géographie de l'Université du Québec à Montréal (UQÀM). Elle s'intéresse aux démarches participatives en matière d'aménagement urbain et au Droit à la ville des femmes et des personnes marginalisées.

Léa Champagne est candidate à la maîtrise en géographie à l'UQAM. Son mémoire porte sur la participation des personnes marginalisées à la planification urbaine et la mobilisation des savoirs à Santiago du Chili. Elle travaille en parallèle au Centre de recherche sur les innovations sociales.



Les escaliers roulants (structures aux contours orange), une innovation qui augmente la mobilité au sein du quartier et plus largement, de la ville.

démarche participative et de programmes sociaux, culturels et éducatifs.

« Ici, on a remplacé les fusils par des livres », exprime fièrement un résident de la Commune 1 (dite « Populaire »), l'un des quartiers où l'urbanisme social porte ses fruits. Juché sur une colline, le *Parque Biblioteca España*⁵, auquel on accède en téléphérique, surplombe la ville et embellit de façon spectaculaire le paysage urbain. À première vue, la peur ne semble plus régner; manifestement, les places publiques sont animées et les rues habitées, ce qui témoigne d'un intérêt renouvelé pour une vie de quartier conviviale.

Le *Parque Biblioteca España*, comme les autres parcs bibliothèques de la ville, s'impose comme un lieu de fierté, tandis que des expositions et des ateliers participatifs sur la mé-

moire collective du quartier prennent place et renforcent l'appartenance à la communauté. Des activités récréatives et culturelles, des formations, une garderie ainsi que des salles d'informatique et de lecture en font un lieu de rencontre et de vivre ensemble accessible à tous.

Si le design urbain et l'innovation apparaissent comme des éléments clés des *Villes pour la vie*, l'éducation et l'approche participative le sont tout autant. En amont du processus de planification urbaine, les citoyens sont donc amenés à prendre part à des consultations publiques, des budgets participatifs ou des exercices de cartographie sociale. C'est notamment de cette façon que la Commune 13 a innové, en aménageant un système unique d'escaliers roulants en plein air, facilitant ainsi

les déplacements quotidiens de toute la communauté.

Ces démarches participatives en matière d'aménagement urbain sont des occasions privilégiées d'éducation, de réflexion et de planification collective où des citoyens, mais aussi des travailleurs sociaux, des urbanistes et des architectes travaillent ensemble à définir les besoins et les priorités du quartier. En opposition à l'idée d'une ville rationnelle et fonctionnaliste, l'urbanisme social, par ses stratégies, rappelle que l'aménagement doit avant tout être une construction sociale et collective, pensée et façonnée par ceux qui l'habitent.

Façonner une démarche de revitalisation urbaine : les ingrédients essentiels

Bien que l'urbanisme social se soit déployé de façon concertée sous l'égide de partenariats entre acteurs publics, privés et de la société civile, il restait ensuite à réunir les conditions de réussite propres à l'avènement d'une vision porteuse de changement.

Or, il faut savoir que la mairie de Medellín bénéficie de revenus substantiels grâce aux Entreprises Publiques de Medellín (EPM)⁶, une ressource fondamentale pour entreprendre de telles transformations dans un contexte où les villes colombiennes se sont souvent vues octroyées plus de pouvoirs... sans que suivent les moyens financiers nécessaires. Les EPM constituent un modèle d'entreprise de classe mondiale, reconnu pour sa gouvernance participative et ses bonnes pratiques dans l'approvisionnement de services publics et d'information. Mais, ce qui a constitué le facteur le plus important de ce tournant social d'envergure, c'est la volonté politique des élus municipaux. En continuité avec le maire Fajardo, les autorités locales subséquentes ont porté avec autant, sinon plus de ferveur, la vision de la ville par et pour les citoyens qui y vivent.

Alors que ces avancées sont considérables en termes de planification urbaine, des limites apparaissent en matière de participation. De quelle façon le processus de négociation et de dialogue entre les parties prenantes assure-t-il une représentativité de la diversité des individus visés et la légitimité

des actions à entreprendre ? Et à long terme, comment garantir la participation et la mobilisation citoyennes ? L'éveil de la citoyenneté active, ainsi que l'application et la surveillance des mécanismes encadrant la participation, demeurent primordiales dans l'atteinte d'un dialogue efficace.

Vers un nouvel agenda urbain

C'est suite à un marathon d'activités pour chercheurs, élus, acteurs du secteur public, privé et de la société civile, qu'une déclaration de principes et de priorités pour les villes a vu le jour : la Déclaration de Medellín. Cet agenda urbain incarne un modèle d'urbanisation centré sur les personnes. Pour se déployer, il requiert de nouvelles technologies, des données urbaines fiables et intégrées ainsi qu'une planification urbaine holistique, participative et cohésive, afin d'assurer la viabilité sociopolitique des milieux urbains.

« Les villes doivent être pensées pour et avec les citoyens. C'est grâce à eux qu'elles existent ! », rappelait le maire de la métropole régionale, Anibal Gaviria Correo, lors d'une session spéciale du FUM. Réinventer le monde de demain par la métamorphose de la ville, Medellín l'a compris. Reste à voir à quel point cette mutation saura profiter à toutes et à tous. /

1. Une ville pour la vie.
2. En savoir plus sur le Forum, voir : <http://wuf7.unhabitat.org>. La déclaration de Medellín (en anglais), <http://bit.ly/1nonQTa>
3. « Wall Street Journal and Citi Announce Medellín Wins 'City of the Year' Global Competition », <http://citi.us/PwA9OB>
4. « De la peur à l'espoir ». Slogan emprunté par le maire Fajardo pour illustrer la métamorphose projetée à Medellín.
5. Parc et Bibliothèque publique Espagne.
6. Page Wikipédia Entreprises publiques de Medellín : <http://bit.ly/1oSEysq>

DOSSIER

Les nouvelles formes de mobilisation ; pour un renouvellement de la démocratie

Les nouvelles formes de mobilisation. Un thème large s'il en est un.
Le choix de ce sujet est venu d'un sentiment diffus mais palpable, omniprésent ; le changement.

par **Gabrielle Brassard-Lecours**

Obligée, parfois même forcée, mais nécessaire pour avancer, c'est l'observation du changement dans plusieurs sphères de la société qui a motivé l'intérêt de ce thème. Climat social désabusé, Printemps érable de 2012, perte de confiance envers les institutions, renouvellement des pratiques à la fois citoyennes et organisationnelles ; les paradigmes ne sont plus les mêmes. Serions-nous à l'aube d'une nouvelle sorte de révolution tranquille ?

Si la mobilisation et la participation citoyenne ont toujours été au cœur du développement des communautés du Québec, nous assistons depuis quelques années à un renouvellement de ses pratiques. Que ce soit dans la façon de diffuser l'information, d'animer et de soutenir la mobilisation, de solliciter la participation des citoyens et des citoyennes ou de mettre à profit leurs compétences, on voit poindre un peu partout au Québec des expériences inusitées, originales et atypiques : laboratoires, pensée « design » et approches collaboratives sont quelques exemples. Dans le cadre du dossier de ce numéro, *Kaléidoscope* a souhaité explorer ces nouvelles formes de mobilisation et de participation citoyenne, notamment en identifiant les défis et les enjeux qui commandent ce renouvellement des pratiques. Comme Alain Ambrosi le précise dans son article, le mouvement communautaire a beaucoup changé, lui qui a été si important dans les années soixante au Québec, et alors organisé afin de mobiliser les citoyens et citoyennes dans leur désir d'améliorer leur milieu de vie par diverses initiatives. Il s'est à la longue institutionnalisé, et parfois enlisé dans des procédures administratives lourdes et complexes. Mais un retour du balancier se fait manifestement sentir. Ces mêmes organismes communautaires se repositionnent dans leurs rapports avec les citoyens et

ces derniers ressentent l'urgence d'agir par eux-mêmes pour faire bouger les choses. Le changement semble cette fois-ci émerger de la base.

Nous vivons dans un monde complexe, qui appelle à un changement de paradigme sur le plan de la participation citoyenne. Les citoyens et citoyennes ont le désir de s'impliquer, de participer, mais ne trouvent pas les espaces nécessaires pour le faire. Heureusement, de nouvelles méthodologies émergent et permettent de créer ces espaces. Des sortes de pages blanches, des espaces ouverts, libres, propres à faire émerger l'intelligence collective et l'innovation organisationnelle. Ces nouvelles façons de procéder permettent de s'ouvrir à d'autres idées, et de casser les schèmes intellectuels appauvris afin de redevenir plus créatif. Le but : transformer les modèles traditionnels, qui ne fonctionnent plus vraiment, en véritables laboratoires facilitant la rencontre, l'émergence d'idées et la créativité. Ces rencontres de cocréation permettent à tous et toutes de devenir des moteurs concrets de développement.

Les exemples de ces nouvelles méthodologies ne manquent pas. Que ce soit par le biais de projets comme *l'Art of Hosting*, qui accueille et soutien des projets citoyens plutôt que de les amener à eux, ou comme la Conférence régionale des élus (CRÉ), qui va à la rencontre d'acteurs de tous les milieux aux quatre coins de la ville, le citoyen est au cœur des nouvelles approches, incarnées ou non par des organismes. Ces derniers ne sont toutefois pas en reste. Plusieurs d'entre eux se remettent en question, dans leur mission comme dans leurs pratiques. D'autres encore en ont fait leur gagne-pain, comme le groupe Dynamo ou l'équipe de Grisvert : accompagner les citoyens et les organismes, les aider à se renouveler, à faire émerger autrement les idées, à



se rencontrer de façon plus originale, etc. Le dynamisme, un temps perdu, renaît tranquillement, inévitablement.

Après plusieurs dizaines de rencontres, mettre en mots les sentiments suscités par toutes ces conversations enrichissantes s'avère encore un défi. C'est finalement sous quatre angles différents que l'équipe de rédaction de *Kaléidoscope* a choisi d'aborder la question des nouvelles formes de mobilisation. Loin d'avoir la prétention de faire le tour de la question – il nous aurait pour cela fallu un magazine beaucoup plus volumineux – *Kaléidoscope* tente simplement de tirer un portrait global à travers un bref tour d'horizon des initiatives qui illustrent de ce vent de changement. Le phénomène est encore relativement méconnu, émergent et à petite échelle; nous espérons que ce numéro-ci vous donnera envie, de proche ou de loin, d'explorer vous-même les façons de se mobiliser de façon originale et différente, avec les enjeux et défis que cela représente.

Quoi de mieux pour illustrer les nouvelles formes de mobilisation que de le faire par les gens qui les pratiquent? Juan Carlos Londono, Cédric Jamet et Lisa Gravel sont animateurs et animatrice du projet *100 en 1 jour*¹, qui encourage citoyens et citoyennes, un jour par année, à poser une action, petite ou grande, pour améliorer la vie de leur quartier. Le trio, avec d'autres, se promène de quartier en quartier afin d'y animer des « créatoires », qui explorent avec les intéressés les actions à poser, selon les envies de tout un chacun. Notre photographe les a croqués dans un lieu hautement symbolique du thème de *Kaléidoscope*: le Champ des possibles² – un projet entièrement propulsé par les résidents



et résidentes du Mile-End, et qui travaillent d'arrache-pied à se réapproprié ce bout de terrain vague, enclavé dans la partie industrielle du quartier. Résultats: le terrain est maintenant protégé de l'exploitation commerciale; le groupe y investit du temps et des énergies afin de le défricher et d'y aménager un jardin de fleurs et de légumes, des bancs et d'autres installations urbaines. Les amis du Champ des possibles, tout comme ceux de 100 en 1 jour, rêvent, osent et passent aux actes, à l'image de *Kaléidoscope*, pour un monde meilleur. /

1. <http://www.100en1jourmontreal.com/>

2. <http://amisduchamp.com/>

Faire
ensemble...

De la participation à l'engagement

La question de la « participation citoyenne » est à l'ordre du jour. Études, forums et colloques foisonnent. Tout bon démocrate ne peut que s'en réjouir. Le problème, c'est qu'il devient difficile de s'entendre sur la notion même de « participation ». D'un côté, elle se mesure presque exclusivement par la négative, en pointant le taux d'abstention aux dernières élections, le désengagement des jeunes, etc. De l'autre, elle se manifeste de mille et une manières dans une floraison d'initiatives de la société civile, au point que le mot devient suranné, ou en tout cas insuffisant pour exprimer la créativité et la fraîcheur de ces nouvelles façons « d'être et de faire ensemble ».

par **Alain Ambrosi**

Face au rituel obligé que sont devenues les élections qui scandent la vie des citoyens et de nos démocraties représentatives, nous voyons apparaître de véritables laboratoires vivants : innovation sociale, partage des savoirs « de pair à pair », données ouvertes, économie solidaire, fonctionnelle ou contributive, ateliers de fabrication d'objets manufacturés faisant partie de réseaux transfrontaliers, monnaies complémentaires locales ou régionales, protection de l'environnement et de gestion des ressources naturelles. La liste est aussi longue que variée, mais tous sont finalement des laboratoires expérientiels d'auto-organisation, de responsabilité individuelle et collective et de gouvernance démocratique.

Une mise en images montrerait, d'un côté, les files d'individus-citoyens, consommateurs de politique qui accomplissent leur devoir citoyen à date fixe et dans la morosité, et de l'autre, des communautés de personnes, de voisins, de collègues, mais tous néanmoins citoyens, qui s'organisent ici et maintenant pour répondre à des besoins concrets, du local à l'international, dans la convivialité et, le plus souvent, dans le désir et le plaisir retrouvé du faire ensemble pour défendre et construire des « communs » qui répondent autant aux intérêts particuliers qu'à l'intérêt général.

Dans un monde idéal, ces deux modes de participation –

l'un institutionnel et l'autre spontané ou redécouvert dans des pratiques ancestrales, mais toujours auto-organisées – devraient pouvoir coexister et se compléter. Cependant, force est de constater qu'ils évoluent encore dans des espaces politiques différents, que seule une refondation radicale de nos systèmes démocratiques semble pouvoir les faire se rejoindre. Nous sommes encore loin du compte quand on mesure combien nos systèmes démocratiques sont en panne. Qu'elle soit municipale, provinciale ou nationale, la « participation citoyenne » dans nos démocraties représentatives est orchestrée selon des calendriers, des espaces et des modalités définis et encadrés par les pouvoirs publics. Elle se résume généralement à des élections de représentants. Dans les meilleurs des cas, et le plus souvent sous la pression de la société civile, des instances et mécanismes sont créés dans lesquels une démocratie « délibérative », voire « participative », peut avoir lieu. Des offices de consultation aux commissions

« paritaires », et jusqu'aux « budgets participatifs » et forums en ligne, les dispositifs qui devraient théoriquement permettre une implication citoyenne dans les débats publics et prises de décisions ne manquent pas. Cependant, que ce soit par simple usure, désenchantement, constat ou critique ouverte de leur difficulté d'accès, et finalement de leur inef-

Qu'elle soit municipale, provinciale ou nationale, la « participation citoyenne » dans nos démocraties représentatives est orchestrée selon des calendriers, des espaces et des modalités définis et encadrés par les pouvoirs publics.

ficacité, ces formes de participation sont désertées, et nous assistons à un retrait croissant des citoyens de cette agora politique institutionnalisée.

Depuis plus de 50 ans, à travers l'impressionnante littérature interdisciplinaire, la participation, généralement associée à cet autre mot-valise qu'est « l'innovation sociale », est analysée sous toutes ses facettes, paramétrée et calibrée par des échelles de mesure de l'implication civique des individus-citoyens. La Banque mondiale a même publié un manuel et un guide de participation – sans doute destinés aux pays dont les démocraties étaient jugées « de faible intensité ».

Dans le discours dominant, les causes généralement invoquées de cette autre « crise » de participation sont liées à la complexité du fonctionnement de nos sociétés, lequel exige une expertise qui n'est pas à la portée du citoyen lambda. Le désintérêt dudit citoyen serait également dû au vieillissement des instances et dispositifs existants à l'heure où Internet ouvre de nouvelles manières de communiquer et de participer. Il s'agirait donc de se mettre à jour, et la solution serait une question de « réingénierie » d'ordre avant tout technologique. On voit déjà poindre le danger de la version populiste de ce rafraîchissement des institutions, qui serait de se mettre simplement « au goût du jour », en alimentant

l'illusion (déjà largement partagée) de la participation par la technologie, sans réels changements structurels.

Quand on passe en revue l'enchaînement et l'évolution des revendications des mouvements des indignés, des « occupy » et des rafraîchissantes explosions sociales « printanières » ici et là sur la planète ces dernières années, il y a de bonnes

raisons de douter que ce discours sera assez convaincant et que de simples mesures cosmétiques seront suffisantes si elles ne sont pas replacées dans le contexte beaucoup plus large de la conjonction des crises économique, alimentaire, sociale et environnementale que nous vivons. C'est selon la façon dont

on analyse ces crises, la manière et l'horizon dans lequel on veut y apporter des solutions, que les deux paradigmes de participation s'opposent et devront trouver un terrain d'entente.

Or, face à cette véritable « crise de civilisation », les systèmes démocratiques de l'ère néolibérale refusent – ceci quand ils ne sont pas dans le déni total (pensons à l'environnement) – ou se montrent simplement incapables de répondre et de proposer des solutions alternatives. Au point que beaucoup en concluent qu'ils font plutôt partie du problème que de la solution. On assiste donc à leur délégitimation et à une défiance envers toute proposition qui en émanerait. Si donc le moteur de la participation, comme →

Si le moteur de la participation est la confiance, il y a beaucoup de chemin à faire pour la regagner



on le répète souvent, est la confiance, il y a beaucoup de chemin à faire pour la regagner, quand de plus en plus de gens prennent conscience que la participation ne se résume pas seulement à répondre aux questions de *qui* participe et de *comment* on participe selon un scénario et des espaces prédéfinis, mais aussi de *qui appelle* à participer, pour participer à quoi, selon *quels processus* et *avec quels effets* tangibles sur nos destins individuels et collectifs, locaux comme globaux.

Et il y a de bonnes raisons de se montrer exigeants quand, aujourd'hui, on peut mettre sa capacité d'agir, ses compétences et ses savoir-faire au service d'une cause comme la souveraineté alimentaire, par exemple. Et cela, tout en créant ou en contribuant au jardin communautaire de son quartier ; en consommant de manière équitable et en privilégiant la production locale ; en s'impliquant d'un simple clic à une campagne internationale pour la biodiversité qui dénonce l'appropriation des semences par les multinationales en débattant avec des experts, praticiens et activistes dans des espaces de délibération ouverts au public, en contribuant de manière conviviale et festive à une cuisine collective ou en défilant à une manifestation de rue pour célébrer le « jour de la Terre ». Les différents modes de participation dont il est question ici « engageant » la personne toute entière, et non plus seulement le citoyen, dans une expérience humaine de cocréation dont elle peut mesurer les résultats et à travers laquelle son « savoir être » se trouve nécessairement transformé en un « faire en commun » qui invente de nouvelles formes d'agir ensemble, respecte et accueille la différence et l'hybridation, et qui valorise l'apport des expertises et savoirs populaires dans l'intelligence collective.

La riche palette des initiatives citoyennes ne fait pas encore la une de nos médias. La plupart fonctionnent en silos et il est vrai que, prises isolément, elles peuvent être jugées hétéroclites, épisodiques et de peu d'envergure. Cependant, à l'analyse de ce qui les relie, de ce qu'elles proposent et de certaines réalisations spectaculaires dans l'espace économique et politique des deux ou trois dernières années, on réalise qu'elles ouvrent un horizon nouveau et dessinent les contours d'une réelle alternative à l'impasse dans laquelle nous confinent nos démocraties.

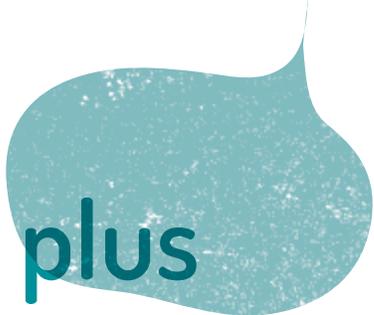
Se ralliant aujourd'hui sous la bannière des « communs », elles proposent en effet non seulement une éthique du « bien vivre » avec des valeurs basées sur le don, le partage

de « pair à pair » et l'intérêt général, mais aussi un paradigme socioéconomique crédible de création et de gestion de ressources qui s'oppose aux logiques dominantes de l'état et du marché, sans pour autant les nier ou les exclure.

Portée par un mouvement planétaire, cette « utopie pragmatique », comme la nomment certains, a le mérite de renouveler l'imaginaire politique et se manifeste de plus en plus dans l'espace public en interpellant par ses actions et revendications les systèmes démocratiques et leurs institutions au plan municipal, national ou international. Elle exige de nos démocraties que soient reconnus et encouragés ses espaces, ses pratiques et ses propositions en créant les conditions de leurs réalisations, tant au niveau politique, économique et juridique. L'émergence de ces nouvelles

pratiques sociales dans l'agora démocratique amène aussi à repenser la place de l'État, dont on attendra davantage un rôle de médiateur et de partenaire des initiatives et des engagements citoyens, au-delà des « gouvernements ouverts » qui fleurissent sans doute trop rapidement et dont la mise en place devrait faire l'objet de délibérations ouvertes et transparentes. La bonne nouvelle, c'est que diverses expériences de démocratie « plurielle » ou « liquide¹ » ont maintenant cours dans de nombreux pays avec des résultats encourageants. De la participation à l'engagement, c'est une véritable révolution culturelle et sociale qui est en marche. /

La riche palette des initiatives citoyennes ouvre un horizon nouveau et dessine les contours d'une réelle alternative à l'impasse dans laquelle nous confinent nos démocraties.



et plus
encore...

1. [NDLR : une sorte de démocratie directe.]

Réunir participation, démocratie et science à travers la mobilisation

avec **André Fortin** et **Jacques Chevalier**
par **Gabrielle Brassard-Lecours**

On parle énormément de mettre au cœur de la mobilisation la participation dynamique et interactive des citoyens ou des acteurs de divers milieux pour trouver des idées ou des solutions. Mais qu'en est-il des suites du processus participatif ? De l'analyse, de la mise en œuvre des idées récoltées ? Nous avons choisi de réunir pour *Regards croisés* André Fortin, conseiller en animation créative, innovation sociale et participation citoyenne, et Jacques Chevalier, professeur à l'Université Carleton, qui travaille lui aussi sur le terrain.

K – On sent une certaine perte de sens dans les organisations, comme dans la société en général. Il y a beaucoup de cynisme, d'essoufflement des pratiques traditionnelles qui sont parfois lourdes et qui ne favorisent pas la participation citoyenne. Selon vous, à quoi est dû ce changement ?

André Fortin (A.F.) : Le changement est très petit. Les approches que l'on propose sont encore marginales. Ça dérange l'ordre établi parce que ça remet en question la notion de pouvoir, d'influence. On suggère certaines méthodes, mais on ne peut pas deviner ce qui va en sortir, et cela angoisse un peu les gens. Je vois aussi un certain essoufflement de certaines approches, notamment celle de la concertation. J'ai l'impression que le modèle a besoin d'être renouvelé et que les gens ont besoin d'aller plus loin que juste se réunir et passer à travers un ordre du jour tous les trois mois, lequel est souvent trop chargé. En même temps, il y a un foisonnement de nouvelles approches techniques qui existent, mais même les plus classiques comme *World Café* et *Open Space* (Forum ouvert) sont méconnues de la moitié des gens à qui j'en parle, et ce, malgré qu'elles existent depuis plus de 15 ans.

Jacques Chevalier (J.C.) : Il y a un constat d'échec des mécanismes de concertation et de participation citoyenne démocratique. Ils sont contraignants, limités et ne vont pas très loin. On sent une démotivation du citoyen concernant les structures existantes, par exemple électorales ou politiques. Elles ne répondent plus au besoin, qui en est un de participation active. Les universités non plus. Les citoyens en ont ras le bol de laisser les

experts avoir le dernier mot. Ces experts consultent le peuple, le citoyen, mais finalement c'est eux qui compilent toutes les données, qui les recensent à leur façon et qui en arrivent à sa compréhension. Cette façon de faire ne fonctionne plus.

K – M. Chevalier, vous parlez beaucoup, dans votre pratique, du fait qu'il faut absolument travailler à allier l'analyse de données et l'action. Que voulez-vous dire ? M. Fortin, qu'en pensez-vous ?

J.C. : D'une part, nous avons des animateurs expérimentés, et de l'autre, les chercheurs, qui maintiennent un certain contrôle sur les technologies d'analyse de l'information, qui permettent la compréhension d'une réalité complexe. Mes collègues et moi travaillons depuis une quinzaine d'années à réconcilier science et démocratie. C'est un grand enjeu. Car il ne suffit pas de laisser quelqu'un s'exprimer sur quelque chose, il faut aussi créer un espace qui lui permet de réfléchir en profondeur avec rigueur et créativité. Quand on mobilise l'intelligence d'un groupe de façon efficace, on peut aller beaucoup plus loin que si on travaille en individuel. Les dynamiques de groupe peuvent par contre aller aux extrêmes; d'une très grande intelligence à une très grande bêtise humaine, si la réflexion n'est pas poussée assez loin et si on s'en tient aux premières réactions, aux actions non réfléchies. Il faut trouver des dispositifs qui réussissent à réunir science et démocratie, et il y en a. Des *Open Space* ou *World Café* sont intéressants, mais sont essentiellement des dispositifs de prise de parole et non de structuration →



André Fortin



Jacques Chevalier

de la pensée. Il faut un processus qui puisse mener à une action fiable.

A.F. : Je m'intéresse aux approches dites « laboratoires », qui s'inscrivent dans un courant en émergence. Pour moi, c'est une forme de dispositif qui est voué à être davantage utilisé dans le milieu social et qui réunit la pratique et la théorie. Peut-être que d'ici 10 ou 15 ans les laboratoires sociaux seront au même niveau que les laboratoires scientifiques : une voix incontournable pour ramener des gens de différents horizons dans un processus qui n'est pas juste une rencontre de trois heures. On ne peut pas résoudre un problème social avec une rencontre aussi courte. La notion de durée est importante et difficile quand il s'agit de mobiliser les gens. Depuis plusieurs années, on a tendance à régler en deux heures ce qu'on faisait dans un événement social d'une journée ou deux. Ça ne permet pas d'aller en profondeur dans la résolution de problèmes et l'analyse. Les laboratoires permettent, selon moi, de passer d'une réflexion vers l'action.

K – Comment peut-on, sur le terrain, réunir la participation et l'analyse ?

J.C. : Un jour, je reçois un appel du Bhoutan. Des gens ont conçu, là-bas, un indice du bonheur national brut.

Mais ils souhaitent que ce soit plus qu'une politique et veulent passer à l'action. Ils veulent des indicateurs, des objectifs et une approche participative. Nous avons donc créé un outil qui s'appelle la « Roue socratique ». Les outils d'analyse visuels, comme une feuille Excel, ne facilitent pas la conversation. Il faut trouver d'autres outils visuels, et l'un d'eux, c'est la Roue. Chaque rayon de la roue est un critère qui correspond à l'évaluation d'un objectif. Tous les acteurs, parents, enfants, éducateurs sont mis à contribution dans le processus, dans la recherche de l'atteinte du bonheur, avec un plan d'action concerté pour arriver à ces résultats. C'est toujours le même défi : comment différents acteurs se réunissent-ils pour prendre parole, dans un espace où il y a une structuration qui permet une construction de la pensée collective pour en arriver à un plan d'action et un suivi.

A.F. : Quand je fais une intervention, je n'ai pas une posture de l'expert qui sait tout. J'ai une énorme confiance en le potentiel du groupe, en l'intelligence collective. Mais ce n'est pas tout le monde qui voit que quand on réunit des citoyens, ça peut donner quelque chose. Il y a encore beaucoup de préjugés par rapport au fait qu'il y a une qualité de citoyens, une hiérarchisation qui se fait qui ne met pas tout le monde au même niveau. Je suis

plutôt d'avis que tout le monde possède une expertise. Quand on a un comportement qui inspire la confiance, ça donne souvent de meilleurs résultats, puisque ça crée une appartenance aux résultats. C'est important que les citoyens puissent se dire «je me retrouve là-dans», «j'ai émis une idée et elle se retrouve tel quel dans le résultat final, je sais qu'elle vient de moi.». Il y a là une valorisation qui n'est pas banale. On l'a vu avec un exemple comme *Espace pour la vie*, où on a créé une charte de la participation citoyenne en faisant un processus participatif. Cinq types de personnes ont été réunis ; des citoyens du quartier, des organismes pertinents, des groupes environnementaux, des institutions. À la fin du processus, avec des approches très visuelles, nous sommes arrivés à identifier des principes pour la charte, dont 80 % d'entre eux viennent des acteurs et s'y retrouvent presque tels quels.

K – Sentez-vous que ce nouveau mouvement, incarné par les formes de mobilisation, avance et se répand, ou au contraire, recule et stagne ?

J.C. : Je sens qu'il avance, mais avec beaucoup de pièges, notamment ceux apportés par les Technologies de l'information et des communications (TIC). Ce qui me frappe, c'est à quel point les mots deviennent manipulables. Avant, nous avions un langage qui permettait de nous positionner clairement. Marxiste, libéral, conservateur. Les mots pour le dire étaient clairs. Aujourd'hui, les mots sont comme des poissons que l'on tente d'attraper. Ils peuvent vouloir dire n'importe quoi. Développement durable. Démocratie. Participation. Les mots deviennent des terrains de bataille où la droite et la gauche se battent pour occuper la place et faire dire aux mots ce qu'on voudrait bien leur faire dire. Ça devient parfois très difficile de se parler parce qu'on utilise les mêmes mots, mais des pensées et des agendas fort différents s'y cachent parfois. Je suis allergique aux mots participation et appropriation. Ils sont à la mode, mais véhiculent les mêmes schèmes existants depuis des décennies, où les décideurs cuisinent tout d'avance, mais voudraient bien que les gens participent. Le langage est de plus en plus fascinant, mais comporte aussi son lot de pièges.

A.F. : Je vois un terrain très fertile, notamment dans le développement des municipalités, où il y a beaucoup de projets citoyens. Je trouve qu'il y a très peu de vision de la part des élus. Pourtant, c'est une partie du travail que d'aller chercher l'avis des citoyens. C'est important de documenter les cas aussi. C'est le meilleur moyen pour les organisations, clients ou municipalités avec lesquels on travaille d'avoir des preuves que les processus fonctionnent, en plus de permettre une compréhension de l'outil. Quand les gens voient que

cela été documenté, il y a une plus grande ouverture. C'est aussi une façon pour que ces outils-là continuent d'être davantage utilisés.

K – Comment pensez-vous que ce mouvement va évoluer? Est-ce que de plus en plus d'organismes et de gens vont s'ouvrir à de nouvelles techniques, ou au contraire, y aura-t-il de plus en plus de résistance ?

A.F. : J'ai le sentiment que ça va bouger rapidement. On fait face à des crises sociales, politiques, économiques, qui vont s'accélérer dans les prochaines années, et qui vont nous forcer davantage à aller vers les outils et les approches dont on a parlé. Nous sommes à un point de non-retour. Je sens aussi une accélération des changements. Je vois un grand potentiel dans les développements des nouvelles technologies, qu'on commence à peine à exploiter. En tant que société, je crois que nous allons être confrontés à repenser nos façons de gérer les défis, à trouver des solutions, et ces approches sont une voix qui va tendre vers ça. Face à l'adversité, face à la crise, les moments de mobilisation deviennent importants et plus spontanés. Je ne crois pas que ce sera dans 20 ou 30 ans. J'ai un horizon de 10 ans dans ma tête où il va se passer encore beaucoup de choses, et ça va évoluer très rapidement.

J.C. : Je sens la même chose. Il y a de la résistance, mais le terrain est ouvert et des choses se passent. Je suis très optimiste en ce sens. Mais à savoir si ça va faire une différence, quand on voit tous les grands enjeux auxquels on fait face, j'en suis moins sûr. Mon autre inquiétude, c'est l'acquisition du savoir-faire dans le domaine. C'est quelque chose qui prend du temps. On ne peut pas s'improviser du jour au lendemain accompagnateur de l'agir et du penser ensemble. Ça prend plus qu'une formation d'une journée. Le plus difficile, c'est le passage de la parole au geste et de développer toutes les compétences qui sont requises pour faire ce genre de travail. Il va y avoir encore beaucoup d'écarts entre le dire et le faire. /

Les facilitateurs : passeurs de la parole citoyenne

Ils sont en train de bouleverser l'univers de la participation citoyenne en cherchant, à travers des jeux et des mises en situation, à la faire émerger autrement. Grâce à leur approche collaborative, ils aident diverses organisations à redonner du sens aux mots « consultation » et « concertation ». Mais attention ! Ce ne sont ni des experts ni des animateurs de foule. Bienvenue dans l'univers créatif des facilitateurs.

par **Alexandra Viau**

« Le déroulement de la soirée est simple : il y aura un début, un milieu et une fin », dit en s'amusant Jonathan Jubinville à la vingtaine de personnes debout en cercle autour de lui. Les citoyens sont regroupés en paires et celui qui a les cheveux les plus courts doit se présenter en premier à son voisin. Tous se rencontrent pour la première fois, attirés par l'idée d'influencer positivement l'aménagement de leur quartier. Ensuite, ils doivent vite se rassembler selon leurs intérêts : animal, destination vacance et restaurant préféré.

Assis par terre au milieu du brouhaha, Jonathan Jubinville fait résonner son bol tibétain pour appeler le silence et leur annoncer qu'ils viennent de participer à une activité d'improvisation appliquée qui a porté ses fruits. En cette fraîche soirée d'avril, les citoyens qui participeront pendant quelques mois à une consultation publique nouveau genre, impulsée par l'arrondissement Plateau-Mont-Royal pour réaménager la Place Gérald-Godin, commencent à faire connaissance.

Facilitateur depuis cinq ans, Jonathan Jubinville prend autant de plaisir que les participants à brasser de nouvelles idées afin d'aider les élus locaux à prendre de bonnes décisions. Celui qui a créé cet hiver l'organisme Matière brute pour faciliter le changement, l'apprentissage et l'interaction au sein d'organismes communautaires et d'organisations publiques et privées, pense que l'être humain est la clé de l'innovation... à condition de lui poser des questions puissantes !

« Une question puissante, c'est une question ouverte qui touche le cœur plutôt que la raison et qui ne fait pas appel à une position d'expert, mais à ce que les gens, humaine-

ment, ont à exprimer », dit Jonathan Jubinville, qui est en train de faire sa place dans un univers en émergence : celui des organisations qui utilisent de nouvelles formes de mobilisation pour faire briller l'intelligence collective.

Converser autrement

À l'échelle nationale, ils sont environ une dizaine d'organismes, dont Percolab, Exeko, Grisvert, Communautique et Dynamo, à miser sur la cocréation et la collaboration. « Le Québec a une grande expérience en mobilisation des collectivités, mais un jour nous avons constaté les limites du travail en silo et voulu expérimen-

ter de nouvelles approches », résume France Brochu, directrice générale de Dynamo, qui offre de la formation et divers services d'accompagnement de groupes.

Selon l'une des facilitatrices de Grisvert, Marie-Jules Bergeron, le travail consiste surtout à donner les outils nécessaires à une communauté et savoir ensuite s'effacer : « Le mot "animer" vient de la racine latine animare, qui veut dire donner de la vie. Je

considère que je n'ai pas à donner de la vie à un groupe, car il est déjà en vie ! Mon rôle est simplement de lui donner un cadre d'expression ».

Marie-Jules Bergeron a fait la connaissance de Grisvert en 2009, alors qu'elle travaillait de l'autre côté du miroir, pour la Conférence régionale des élus (CRÉ) de la région de la Capitale-Nationale. À l'époque, elle cherchait à faire décoller les travaux de la jeune Table régionale de concertation en immigration locale : « Je voulais changer nos méthodes de travail et j'étais dans un cul-de-sac. Les organismes étaient

Facilitateur depuis cinq ans, Jonathan Jubinville prend autant de plaisir que les participants à brasser de nouvelles idées afin d'aider les élus locaux à prendre de bonnes décisions.



Jonathan Jubinville au centre du groupe de citoyens réuni le 16 avril par l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal.

en compétition pour aller chercher des fonds et n'étaient pas réellement mobilisés », se souvient-elle.

Elle affirme que c'est seulement quand Grisvert a organisé un forum ouvert avec les organismes impliqués en immigration que les participants ont enfin réussi à partager une vision commune. « Ils ont commencé à croire que c'était possible d'influencer les choses et se sont réellement approprié la problématique », explique Marie-Jules Bergeron. Et ce serait en grande partie grâce à l'expérimentation, selon Caroline Durand, consultante en développement organisationnel chez Grisvert : « Nous travaillons en mode laboratoire et nous n'avons pas peur d'essayer des choses avec nos clients ».

Hold-up sur vos idées

Travailler en mode laboratoire, c'est aussi choisir la bonne technique en fonction de l'objectif à atteindre. Forum ouvert, facilitation visuelle, café de conversations, prototypage : les choix sont nombreux. L'Institut du Nouveau Monde (INM), qui fête cette année son dixième anniversaire, a pour sa part choisi d'innover en organisant des Hold-up, une session de créativité de 90 minutes qui vise à stimuler l'intelligence collective de citoyens bénévoles afin d'aider un entrepreneur social à résoudre un défi.

La douzaine de personnes ayant participé au Hold-up organisé en avril à Montréal au profit de l'entreprise d'économie sociale Le Petit Marché de l'Est s'est levée en début de rencontre pour bouger et se réchauffer les méninges ; puis les participants ont répondu rapidement à des questions comme « Comment nourrir un quartier ? », pour ensuite dessiner en cinq minutes une solution dans le but d'aider cet entrepreneur à animer sa communauté à peu de frais.

Les participants doivent accepter de se faire braquer leurs idées par un « gangster », en l'occurrence Lydia Tetyczka : « Mon objectif est de les dégêner, les inciter à oser et à croire qu'ensemble, nous sommes capables d'aller beaucoup plus loin que tout seuls », dit celle qui facilite les Hold-up de l'INM pour le compte de MakeSense, un jeune organisme français qui a créé un réseau d'entraide international pour entrepreneurs sociaux.

Et l'entraide sert justement à cela : offrir à ces entrepreneurs un regard neuf sur les choses, en plus de leur permettre de briser leur isolement et de considérer de nouvelles pistes de solutions. L'équipe derrière Le Petit Marché de l'Est est donc repartie avec des idées concrètes approuvées par une communauté certes éphémère, mais dont faisaient partie des clients et de futurs ambassadeurs de son commerce.



Rassembler les citoyens, mais pas n'importe où

Pour ce genre de conversations, le choix des lieux de rencontre n'est pas anodin. « Les salles de conférence d'hôtel avec du tapis beige et sans fenêtres sont à éviter », tranche Jonathan Jubinville, qui pense que le lieu de rassemblement doit idéalement refléter le sujet de la consultation. « Pour que j'aie envie de participer à un événement, les lieux doivent être inspirants et doivent sortir du cadre institutionnel », renchérit Vincent Chapdelaine, bibliothécaire de formation et directeur général d'Espaces temps, une entreprise d'économie sociale qui a pour mission de développer des espaces, des outils et des pratiques qui favorisent la circulation de l'information et des connaissances.

Cet entrepreneur social observe un foisonnement d'activités citoyennes construites autour de l'échange de savoirs, comme les anticonférences et les Pecha Kucha: « Ces citoyens cherchent des lieux non commerciaux pour se rencontrer, mais il y a une pénurie d'espaces publics dans nos villes ». Pour y remédier, l'équipe d'Espaces temps a implanté à l'automne 2013 le premier Espace 3C à la bibliothèque de l'ÉTS, à Montréal. Vincent Chapdelaine souhaite agrandir ce réseau de lieux neutres et ouverts à tous qui mettent le cap sur la sainte trinité des « C » : les connaissances, la créativité et la collaboration. Des organisations comme l'INM ont d'ailleurs déjà utilisé l'espace lumineux, coloré, malléable et surtout convivial de la bibliothèque de l'ÉTS.

Et la technologie, dans tout cela ?

La technologie ne doit pas être omniprésente dans ce genre d'espaces. Vincent Chapdelaine soutient que le Web n'est qu'un outil parmi d'autres pour dynamiser nos villes et nos territoires. Et sa consultation publique sur la Place Gérald-Godin, Jonathan Jubinville l'a pensée technologiquement



Émilie Nollet, participante du Hold-up organisé par l'INM le 29 avril, présente au groupe son « dessin / solution ».

très légère. Après tout, le rôle du facilitateur est de faire sortir les participants de leur zone de confort. Un parti pris générateur de changement, pense France Brochu de chez Dynamo: « Les gens sont habitués à être des spectateurs, mais nous pensons que c'est avec des participants que nous allons changer le monde ». /

Qu'est-ce que l'intelligence collective ?

Jonathan Jubinville :

« C'est l'expression de l'intelligence du groupe, indépendamment des individus... et ça sert pour tout ! »

Lydia Tetyczka :

« C'est un regroupement de personnes qui vont trouver la solution ensemble. C'est savoir accueillir les gens, savoir s'accueillir soi-même, participer et accepter de cocréer. »

Vincent Chapdelaine :

« Ce n'est pas un concept qui m'inspire beaucoup. Voir l'intelligence collective comme quelque chose en soi déshumanise les communautés. Mais je crois en la concertation et à l'importance de créer des rencontres entre les individus. »

Caroline Durand :

« C'est quelque chose en émergence et dont on ne peut prévoir qu'est-ce qui va en sortir... »

Le citoyen, maillon crucial de la mobilisation territoriale

La valorisation des idées, des talents et du pouvoir citoyen qui se trouvent sur un territoire est au cœur d'un nombre grandissant de projets communautaires. En effet, la tendance est à l'inversement des flux décisionnels, partant du citoyen vers les organismes. Assistons-nous à un changement, même embryonnaire, du paradigme de la classique prise en charge unilatérale ?

par **Caroline Larocque-Allard**

« On a cherché à tout compartimenter: la gouvernance, les tâches, la gestion. Le temps est mûr pour concevoir notre écosystème social dans son ensemble. » À l'image d'une société devenue utilitariste et segmentée, les organismes communautaires se sont peu à peu institutionnalisés, constate Jonathan Jubinville, fondateur de l'organisation Matière brute. « On ne s'adresse plus aux citoyens que pour tester l'acceptabilité sociale d'une stratégie dessinée d'avance, ou lorsqu'un projet frappe un nœud et demande de faire un appel ponctuel à l'intelligence collective. Les citoyens ont perdu le réflexe de s'adresser aux organismes communautaires, auxquels ils ne s'identifient plus. »

Jonathan Jubinville constate par ailleurs un réel désir d'engagement. Le projet de réfection de la Place Gérald-Godin, qui ceint la station de métro Mont-Royal, à Montréal, en est un exemple. Une vingtaine de citoyens ont été choisis pour former un comité dont le rôle est d'imaginer le futur espace public et de mener à bien le projet, jusqu'à sa soumission. Au fil du processus, qui s'échelonne sur plusieurs mois, les citoyens sont accompagnés par Jonathan Jubinville, dont le rôle est de faciliter la circulation des idées. Le comité est appelé à partager l'avancement du projet avec la communauté, et des experts répondent aux questions d'ordre pratique au fur et à mesure que des idées sont lancées.

« Je suis fasciné par le niveau d'intelligence collective qui se mobilise dans des contextes où l'utilisateur est le centre de la démarche », note M. Jubinville. Plusieurs éléments ont favorisé son émergence, notamment le caractère explicitement apolitique du projet. « Le maire de l'arrondissement, Luc Ferrandez, était présent lors de la première assemblée.

Il a dit, essentiellement: " Nous sommes conscients que les normes, l'opacité et la lourdeur institutionnelles sont la recette pour tuer la créativité. Vous n'avez pas les mains liées; innovez et faites-en votre projet. " »

Jonathan Jubinville constate que les communautés ont perdu de vue leur potentiel de mobilisation. « Les gens ne sont pas habitués qu'on s'adresse à eux de cette façon-là, en leur donnant carte blanche. Au début du projet, ils nous questionnaient sans cesse sur nos attentes envers eux. Petit à petit, on a senti que le message faisait son chemin. »

La mobilisation: un remède à la dévitalisation

Pour les régions plus isolées qui connaissent une dévitalisation, la confiance qu'ont les citoyens en leur potentiel de mobilisation est cruciale. « Ils vivent beaucoup de deuils, de frustrations envers leurs élus et se sentent souvent impuissants. En favorisant l'épanouissement du potentiel humain, on sort ces communautés d'un raisonnement mono-industriel », note M. Jubinville. Cela fait partie de l'approche multifonctionnelle de l'économie de proximité, dont l'un des objectifs est la revitalisation: on cible les richesses économiques, certes, mais aussi sociales et culturelles d'une région.

C'est le cas notamment de Petit-Saguenay, une municipalité isolée de 700 habitants, frappée par la crise de l'industrie forestière. Dévitalisé, ce village a entamé une démarche de développement participatif, nommée Petit-Saguenay 2020, dans laquelle les citoyens sont impliqués intimement dans les comités de travail d'une trentaine de projets communautaires. La dévitalisation des régions mono-industrielles →

**« Je suis fasciné par
le niveau d'intelligence
collective qui se mobilise
dans des contextes où
l'utilisateur est le centre
de la démarche »**

Jonathan Jubinville



Les élèves de l'école du Vallon en pleine corvée de plantation sur les berges du marais salin de la plage Saint-Étienne, au Saguenay.

joue un rôle conjoncturel dans le retour vers la solidarité communautaire et le besoin d'organiser plus efficacement ces réseaux humains locaux afin d'en maximiser le potentiel. « C'est un terrain fertile pour se retrousser collectivement les manches », estime Philôme La France, agent de développement chargé du projet. « L'effet est palpable : sans pour autant engendrer une accélération généralisée de la mobilisation, les citoyens ont repris espoir et, surtout, repris confiance », constate M. La France.

Puisque les citoyens font partie intégrante des projets proposés et du choix de leur mise en œuvre, ils en constatent l'impact sur la vitalité de leur communauté. En s'impliquant et en s'engageant collectivement à honorer leurs promesses, les gens se responsabilisent aussi davantage. Ce sentiment d'appartenance est un frein au cynisme et un germe pour l'action.

Des projets viables... et vivants

La mobilisation des idées a été le moteur de la revalorisation de l'église St-Marc, dans le quartier Rosemont, à Montréal. Des citoyens ont été embauchés pour former un groupe dont le mandat est d'imaginer des projets pour utiliser l'espace offert par l'église, en vente depuis quatre ans, et de le rendre à l'usage de la communauté. Les « citoyens en

résidence » sont plongés dans un processus dit d'immersion créative sur le terrain, et ce, pendant plusieurs mois.

« On invite d'abord les résidents à rêver », souligne Monique Chartrand, directrice générale chez Communautaire. L'organisme, dont l'un des mandats est l'animation d'espaces de participation et d'innovation sociale, est l'un des copromoteurs du processus, aux côtés de quatre autres organismes et d'un cercle de citoyens du quartier. « On souhaite que, par sa gouvernance et son financement, la démarche puisse être flexible et s'adapter au fil des besoins changeants de la communauté. Les projets ne sont pas seulement viables ; ils sont vivants. » De plus, dans un tel processus d'immersion créative, les résidents acceptent d'être en culture ouverte ; on sort donc de la logique de la propriété intellectuelle et de la planification stratégique, qui peuvent représenter un frein à la mobilisation des idées.

Sherbrooke solidaire

Le quartier d'Ascot, à Sherbrooke, illustre bien de quelle façon les communautés peuvent utiliser ce sentiment d'appartenance que génère la mobilisation citoyenne. Aux prises avec un haut niveau de pauvreté et d'isolement, cette communauté est également la porte d'entrée des réfugiés qui immigrent dans la ville de Sherbrooke à leur arrivée au Québec. Dans ce contexte, l'organisme Ascot en Santé et

la municipalité se sont résolus à encourager activement les initiatives de mobilisation citoyenne rassembleuses qui favorisent une plus grande cohésion sociale.

Sandy Tremblay, agente de développement pour Ascot en Santé, signale, entre autres initiatives, des citoyens qui agissent comme intervenants informels pour faciliter l'intégration des nouveaux arrivants, des cours donnés par et pour les citoyens, de même que des activités scolaires pour stimuler les jeunes à imaginer des projets de mobilisation pour l'ensemble du quartier. « Le quartier d'Ascot est reconnu à Sherbrooke comme étant particulièrement propice à créer un sentiment d'appartenance grâce à ses processus mobilisateurs. Nous sollicitons les citoyens pour qu'ils rêvent leur quartier. »

l'on appelle communément un « *fab lab*¹ », un mouvement communautaire qui prend de l'ampleur partout dans le monde.

« La richesse d'un atelier comme ça réside surtout dans la diversité des gens qui vont l'utiliser », explique Julien Lamarche, un des cofondateurs de La Fabrique. « Artistes, entrepreneurs, ingénieurs et férus

de technologies partagent un espace et des outils communs, hors de leurs cercles habituels, et cette cohabitation favorise la circulation et le foisonnement d'idées nouvelles. On souhaite encourager le hasard en provoquant des rencontres. »

Si tous ces projets révèlent des tendances, même embryonnaires, dans la mobilisation

citoyenne de demain, la mise en valeur du potentiel humain au sein des communautés risque fort d'en être la pierre d'assise.

Les « citoyens en résidence » sont plongés dans un processus dit d'immersion créative sur le terrain, et ce, pendant plusieurs mois.



L'équipe de résidents devant l'église. Les promoteurs de la démarche et plusieurs bénévoles se sont impliqués activement dans la préparation et la conduite des activités de participation citoyenne.

À La Fabrique, à Sherbrooke, on a bien saisi le potentiel de l'expérience humaine dans le désir de mobilisation. Cet atelier de travail collectif, fondé par un groupe de citoyens, consiste d'une part à mettre à disposition des outils technologiques communs et, d'autre part, à rassembler des gens qui ne se seraient pas rencontrés autrement. C'est ce que

Bien que le paradigme de la prise en charge des projets par les institutions soit tenace, autant chez les organismes que chez les citoyens, ces derniers expriment tout de même le besoin d'une gestion plus humaine et transparente. « Les gens veulent ramener les décisions chez eux, redistribuer le pouvoir sur de plus petites échelles territoriales », complète Jonathan Jubinville. « En attendant une décentralisation officielle, il faudra la provoquer d'une autre façon : en faisant resplendir les idées et les talents locaux. Il faut que ça parte quelque part ; pourquoi pas du bas vers le haut ? » /

1. [NDLR : Contraction de l'anglais *fabrication laboratory*, « laboratoire de fabrication ».]

Mobiliser son monde

La mobilisation est le cœur battant des organisations, qu'elles soient privées, institutionnelles, communautaires ou municipales. Face aux dynamiques sociales qui se complexifient sans cesse et aux enjeux inédits qui émergent dans leur communauté, de nombreuses organisations expérimentent de nouvelles méthodes de mobilisation et sortent de leur cadre habituel pour solliciter la contribution du plus grand nombre. L'objectif visé : miser sur l'intelligence collective.

par **Simon St-Onge**

Trajectoire : l'innovation sociale n'a pas d'âge

Mené par Présâges, un organisme montréalais de soutien au développement du réseau communautaire des aînés au Québec, *Trajectoire* est un projet de coréflexion qui met de l'avant les principes de l'innovation sociale. Cette approche de mobilisation amène les participants à sortir de leurs pratiques courantes et à faire appel à une grande diversité de connaissances et de compétences. *Trajectoire* utilise cette méthode pour réfléchir aux nouvelles réalités des aînés et aux défis d'adaptation qu'elles soulèvent pour les organismes qui leurs sont dédiés.

C'est le contexte sans précédent du vieillissement de la population et la transformation de la communauté des aînés qui ont poussé Présâges à tenter cette expérience. « Je travaille avec les aînés depuis plusieurs années et j'ai remarqué que les nouveaux retraités sont différents de ceux d'autrefois : on le constate entre autres dans leur manière de s'engager », observe Huguette Robert, coordonnatrice chez Présâges. Steeven Pedneault, chargé du projet *Trajectoire*, abonde dans le même sens : « Les baby-boomers n'ont pas la même vie que leurs parents et leur engagement est plus stratégique : ils veulent davantage être impliqués selon leur expérience. Ils ont été les instigateurs de grands changements sociaux au Québec et l'approche d'innovation sociale valorise cette expérience. »

Le projet *Trajectoire* s'articule ainsi au moyen de méthodes favorisant la participation et l'intelligence collective : sondages, plateformes web, forums ouverts. « Les méthodes d'intelligence collective permettent de créer un écosystème de réflexion très intéressant », estime Steeven Pedneault. Le sondage a ainsi permis à Présâges d'obtenir un portrait sensible de sa communauté et d'identifier les questions qui invitaient à poursuivre le dialogue lors d'un forum ouvert,

où les participants ont identifié des projets inspirants et proposé plusieurs pistes pour renouveler les pratiques de leur milieu.

Pour marquer le premier anniversaire de ce processus de mobilisation, *Trajectoire* a tenu un Grand ralliement, où une série d'ateliers créatifs – allant du *story-telling* à l'atelier culinaire – a amené les participants à partager activement leurs expériences et expertises. Un partage et une récolte d'histoires a ensuite mis les projecteurs sur les huit projets exemplaires d'innovation sociale identifiés lors du forum ouvert.

Pour enrichir ces échanges et favoriser la pollinisation, *Trajectoire* avait convié une grande mixité d'intervenants. « Plutôt que d'inviter seulement des acteurs de notre réseau, on a aussi invité des gens d'autres générations et d'autres milieux : du communautaire, de l'environnement, de l'innovation sociale et de la recherche », relate Steeven Pedneault. « On s'est dit que si on adoptait les principes de l'innovation sociale, qu'il fallait nous-mêmes la mettre en pratique. » ajoute Huguette Robert.

Pour la suite du projet, les acteurs de *Trajectoire* comptent amener leur projet en région, pour y trouver de nouvelles façons d'interpeller les aînés. Leurs apprentissages seront diffusés sur la plateforme web, dont les clés seront remises aux acteurs de la communauté. « Nous retravaillerons la plateforme web pour qu'elle donne plus de place aux gens de notre milieu : c'est eux qui feront le récapitulatif des événements, qui transmettront les connaissances et poursuivront le dialogue », souhaite Steeven Pedneault.

Pour enrichir ces échanges et favoriser la pollinisation, Trajectoire avait convié une grande mixité d'intervenants.

Mobilisation durable : le futur naturel de Rivière-du-Loup

À Rivière-du-Loup, la mobilisation a pris la forme d'une véritable vision d'avenir : Rivière-du-Loup... en 2050. La ville



En septembre 2013, 1300 élèves et membres du personnel de l'école secondaire de Rivière-du-Loup s'unissaient pour représenter le logo de la démarche 2050 : *S'engager pour un futur stimulant*.

du Bas-Saint-Laurent est en effet la première municipalité du Québec à se doter d'une planification stratégique résolument axée sur le développement durable, basé sur l'approche novatrice *The Natural Step*. La démarche consiste à imaginer ce que sera Rivière-du-Loup en 2050 et à déterminer les actions à entreprendre pour concrétiser l'avenir souhaité de la collectivité. « La démarche Natural Step, c'est une somme d'objectifs et de petites victoires dans un objectif à très long terme », résume Jacques Poulin, directeur général de la Ville.

***The Natural Step*: une démarche inspirante, mais exigeante**

The Natural Step a vu le jour en Suède à la fin des années 1980 et s'articule autour de quatre principes de durabilité : une réduction, voire une élimination de la dépendance aux énergies fossiles et aux métaux lourds ; de la dépendance aux produits chimiques synthétiques ; de la dégradation physique de la nature et des processus naturels ; et enfin le maintien de la capacité des humains à subvenir à leurs besoins. La méthode utilise notamment le *backcasting* (rétroplanification) pour amener les communautés à se créer une vision d'avenir et à identifier les actions à entreprendre à partir d'aujourd'hui pour l'atteindre.

Rivière-du-Loup était un terreau fertile pour implanter cette approche singulière : « La communauté a des antécédents d'innovation », rappelle Jacques Poulin. La sensibilité de la ville au développement durable avait d'ailleurs, dès 2004, attiré l'attention d'une universitaire suédoise qui avait choisi Rivière-du-Loup comme objet d'étude pour démontrer la possibilité d'implanter la démarche *The Natural Step* dans une petite communauté.

La municipalité était en plein processus de planification stratégique lorsqu'elle a eu vent de cette étude. Elle a alors confié à un groupe d'étudiants en environnement de l'Université de Sherbrooke le soin de comparer cette démarche à deux autres approches de développement : Agenda local 21 et ISO 26000. « Ils sont arrivés à la conclusion que la méthode la plus adaptable au monde municipal était l'approche *Natural Step*, bien qu'elle avait un défaut : elle était très centrée sur les spécialistes et laissait peu de place à la consultation citoyenne. On a donc adopté une approche *Natural Step* plus éclatée, hybride, pour vraiment inclure les citoyens dans notre démarche », explique Jacques Poulin. La Ville a ainsi organisé plus de 60 rencontres de travail et de consultations citoyennes. « Notre objectif, c'était de faire une planification stratégique qui outrepassait les mandats politiques, qui susciterait l'adhésion de l'ensemble de la population. L'élément le plus important, ça reste le facteur H, le facteur humain. » →

Engagez la conversation : la CRÉ de Montréal à l'écoute

Dans la métropole, c'est en engageant la conversation avec sa communauté que la Conférence régionale des élus (CRÉ) et son Comité d'économie sociale de l'île de Montréal (CÉSÎM) ont mobilisé leur réseau et sondé les ressources collectives. Au printemps 2014, l'organisme de concertation a organisé une série de quatre « conversations montréalaises » ; des rencontres qui permettaient aux organisations et aux citoyens de témoigner des changements observés dans leur quartier, de discuter des enjeux qui se dessinent dans leur milieu et d'imaginer ensemble les moyens d'y répondre. « L'économie sociale change et les besoins changent aussi : c'est dans cette perspective-là que le CÉSÎM a décidé de prendre le pouls en allant voir les gens chez eux, en organisant ces conversations pour identifier les besoins qui émergent et les initiatives citoyennes qui reflètent de réels besoins sur le terrain », explique Anyle Côté, agente de développement au CÉSÎM.

Pour créer l'espace de discussion le plus fertile possible, le CÉSÎM a choisi de tenir les rencontres aux quatre points cardinaux du territoire et d'amener ainsi les participants à sortir de leur environnement habituel : « Les gens étaient heureux de voir ce qui se faisait ailleurs et d'avoir l'occasion de créer de nouveaux maillages » poursuit Anyle Côté.

Afin d'optimiser ces liens et de favoriser de nouvelles collaborations, le CÉSÎM avait aussi lancé son invitation au-delà du milieu de l'économie sociale, de façon à inclure des participants de plusieurs secteurs d'activités, du public comme du privé, du milieu communautaire comme celui de l'entrepreneuriat social. « On a senti que les gens souhaitaient vraiment abolir les silos pour collaborer avec les acteurs de diverses disciplines, créer de nouveaux modèles d'affaires, de nouvelles opportunités de partenariats. » Cette mobilisation plurisectorielle donnait l'occasion aux acteurs de l'économie sociale d'explorer de nouveaux créneaux ou de penser à d'autres façons d'investir davantage les créneaux actuels.

Divers outils ont été employés pour stimuler les conversations et mettre à profit l'intelligence collective : les participants étaient d'abord invités à parler de la notion de changement avec des gens provenant d'un autre champ d'activités que le

Pour créer l'espace de discussion le plus fertile possible, le Comité d'économie sociale de l'île de Montréal (CÉSÎM) a choisi de tenir les rencontres aux quatre points cardinaux du territoire et d'amener ainsi les participants à sortir de leur environnement habituel.



La réflexion sur les grands enjeux montréalais s'affiche lors de la Conversation EST des Conversations montréalaises sur l'économie sociale, tenue le 3 avril 2014.

leur. Ils ont ensuite dressé une cartographie des initiatives porteuses sur l'île de Montréal, suivi d'un « trio d'entraide » formé de gens de divers horizons, qui permettaient d'explorer plus avant, créativement, les initiatives identifiées. « Je réalise qu'on a des idées pour les autres ! » a résumé l'une des participantes.

Le fruit de ces échanges a fait l'objet d'une Grande conversation montréalaise à la fin mai. On y a exploré les créneaux porteurs pour l'économie sociale et les grandes tendances qui émergent dans la métropole, dont l'apparition de nouvelles formes de collaboration et d'échanges. « Il y a une certaine mouvance : on se regroupe, on mutualise les espaces et les services. On le voit avec les espaces partagés de travail, les incubateurs, les centres de ressources partagés », estime Anyle Côté. Les Conversations montréalaises – à l'image du projet Trajectoire et de la Ville de Rivière-du-Loup – semblent elles-mêmes parties de cette remarquable mouvance, qui voit les organisations relever brillamment les nouveaux défis de la mobilisation. /

Citoyenneté active : mode d'emploi

En dehors des urnes, loin des consultations publiques, des sollicitations communautaires ou des mouvements contestataires, nombreux sont les citoyens qui se mobilisent afin d'agir positivement sur leur environnement. Aperçu de quelques-unes de ces formes spontanées d'action collective, du point de vue de ceux et celles qui les démarrent.

par **Sophie Clerc**

Sous un doux rayon de soleil du mois d'octobre 2013, les amoureux de la danse et du bitume s'étaient donné rendez-vous au pied du Mont-Royal. Casques d'écoute sur les oreilles, « playlist » unique téléchargée depuis les réseaux sociaux relayant l'évènement de ce premier « silent disco squad » montréalais, c'est dans un même élan que les corps se sont mis en mouvement. « L'initiateur de cette intervention souhaite transformer le monde en plateforme de danse, considérant la musique comme une façon de créer du lien social » raconte avec un sourire dans la voix Lisa Gravel, membre bénévole du comité d'organisation de l'évènement « 100 en 1 jour Montréal ».

Plus d'une centaine d'interventions citoyennes, aussi originales que la discothèque silencieuse, ont eu lieu le 5 octobre 2013. Qu'elles soient artistiques, culturelles, écologiques ou encore sociales, ces actions étaient des réponses spontanées à la question « Quel est votre rêve pour Montréal ? ». Début juin, l'imaginaire des citoyens a de nouveau été sollicité, à Montréal, mais aussi dans différentes villes à travers le monde comme Copenhague, Johannesburg, Toronto ou encore Bogotá, ville de naissance de ce « mégahappening » citoyen. Le mot d'ordre : rêver son milieu de vie et passer à l'action.

« Nous sommes la ville »

C'est le même crédo qui anime les résidents du Mile-End impliqués dans le projet « les Amis du champ des pos-

sibles », démarré en 2008 sous le giron du comité des citoyens du quartier. « Avec les Amis, nous travaillons à sauvegarder et développer un espace vert logé à l'est de la ville. Appartenant initialement au Canadien Pacifique, il a risqué de disparaître à plusieurs reprises avec des plans d'aménagement qui ne répondaient pas aux besoins des citoyens », explique Marke Ambard, actuellement membre du conseil d'administration de l'OBNL nouvellement constitué. « On veut garder ce terrain dans son état actuel, à savoir un espace naturel, sauvage, non programmé et ouvert aux citoyens et à la façon dont ils souhaitent investir ce lieu. » Objectif atteint, puisqu'en 2010, le Champ des possibles a été reconnu par la Ville et par l'Arrondissement comme étant un parc municipal.

Les citoyens ont été nombreux à s'impliquer, que ce soit en participant aux consultations pour l'idéation du projet ou encore en prenant part à l'embellissement du terrain avec les grandes corvées annuelles ou, plus récemment, par la plantation d'arbres et d'arbustes. « Quand il s'agit de pouvoir transformer son quartier et d'agir collectivement sur son environnement, les gens embarquent facilement », avance fièrement Marke. Lui-même a été « happé » par ce projet qui lui permettait d'être un citoyen actif. « Il n'y a rien de plus stimulant que de pouvoir rêver son milieu de vie et de voir directement les fruits de cette mobilisation. »

Ce concept de « citoyenneté active » est le fondement de l'initiative populaire « 100 en 1 jour », et explique sa →

« Notre action citoyenne ne se limite pas à l'exercice du droit de vote. Avec ces interventions citoyennes ponctuelles, on peut s'impliquer dans la construction de notre ville et la faire à notre image. »

Solenne Prissette



Citoyens montréalais participant à un « créatoire » dans le but d'échanger sur les interventions citoyennes lors du premier évènement de « 100 en 1 jour Montréal » de 2013.

popularité grandissante. « Notre action citoyenne ne se limite pas à l'exercice du droit de vote. Avec ces interventions citoyennes ponctuelles, on peut s'impliquer dans la construction de notre ville et la faire à notre image. On mise pour cela sur la créativité des citoyens », avance Solenne Prissette, participante à l'évènement de 2013. Solenne et Lisa sont conscientes que cette vaste initiative populaire vient bousculer la relation entre l'État, les représentants élus et les citoyens, et dépoussière l'image traditionnelle des mouvements sociaux. « Il ne s'agit plus de revendiquer, mais de se prendre en main. Au-delà des lieux de participation formels souvent initiés à notre insu, on peut agir. Il y a des choses sur lesquelles on a du pouvoir, notamment le pouvoir du nombre. »

La force du collectif

Jean-Luc Henry, entrepreneur social et principal instigateur des trois éditions du « Forum des artisans du changement » de 2011 à 2013, ne jure lui aussi que par la force du nombre, ou ce qu'on appelle plus communément, l'intelligence collective. Cette intelligence collective est la pierre angulaire des forums qui se définissent comme des espaces de

transformation sociale. « Les forums font le pari de réunir dans un même espace, pendant un temps donné, tout citoyen à travers le Québec qui a envie de poser une action dans son milieu, qu'il s'agisse de son milieu professionnel, de son quartier ou de son université. Individuellement, il est difficile d'avoir une action sur une entreprise ou un gouvernement. Par contre, en se réunissant, on est capable de changer les choses durablement et avec un fort impact écologique, social ou environnemental », explique Jean-Luc. Au cours du dernier forum qui a eu lieu à Québec en novembre 2013, les participants ont échangé dans le cadre d'ateliers d'accompagnement de projets. De là sont nées des initiatives aussi variées que des réseaux d'échanges locaux, des potagers urbains, des écovillages et plus encore.

Miser sur l'inclusion

Si la dimension collective est un atout de taille pour ces différentes manifestations citoyennes, elle n'est pas sans défis, notamment quant à la représentativité. Les citoyens interviewés scandent à l'unisson la préoccupation de rejoindre toutes les classes sociales dans leurs actions. Le risque de la reproduction des inégalités sociales à l'intérieur de ces

mouvements citoyens n'est jamais loin. En réponse à ce défi, les organisateurs de « 100 en 1 jour » ont inscrit l'inclusion radicale dans les lignes directrices de leurs actions. « On va chercher le plus de gens possible, issus de différents milieux », explique Lisa. « Pour cela, on organise des "créatoires" – ateliers participatifs pour concevoir les interventions citoyennes – dans différents lieux et avec différents partenaires, comme des centres de femmes ou des organismes qui accompagnent des personnes en situation d'itinérance. »

Lisa ajoute : « Beaucoup de gens qui sont venus aux créatoires ne sont pas ceux qui seraient allés dans les espaces classiques de participation citoyenne. Ils ont aimé la dimension informelle de nos actions. Cela contribue à notre objectif d'inclusion. »

L'appel de l'informel

Cette dimension informelle semble être tout à la fois une caractéristique et un atout de ces nouvelles formes d'actions citoyennes spontanées. Claudine Schirardin, la « non-présidente » depuis 20 ans du Comité des citoyens du Mile-End, y voit la principale raison de la pérennité de l'organisme. « Ce comité continue d'exister depuis 32 ans justement parce qu'on est flexible dans notre mode de fonctionnement. Cela laisse une liberté d'action pour les gens qui souhaitent s'impliquer. »

« La rigidité et la hiérarchie qui prévalent dans nos structures traditionnelles d'engagement, qu'elles soient syndicales, communautaires ou politiques, ne correspondent plus, selon moi, aux attentes des citoyens souhaitant s'engager », a également constaté Jean-Luc Henry lors de la tenue des différents forums. « Les gens cherchent des environnements plus souples et dynamiques. Internet a certainement eu un impact dans ces nouveaux modes d'action. On fonctionne désormais beaucoup par réseaux, par affinités et par auto-organisation spontanée. »

Dans ce contexte, les citoyens souvent surconvoités et manquants d'une denrée précieuse – le temps – peuvent opter pour des formes d'engagement multiples tout en restant actifs

dans leur milieu. « 100 en 1 jour mise sur l'idée d'une participation modulable allant du leadership sur une intervention, en passant par une participation à un projet qui nous stimule, à la promotion d'une action dans son réseau » précise Lisa. « Il s'agit avant tout de prendre du plaisir et de développer sa culture citoyenne. »

Une nouvelle page de l'action collective serait-elle donc en train de s'écrire ? « Les modes de transformation sociale n'ont jamais cessé d'évoluer et de se redéfinir » souligne Pierre Hamel, membre du Groupe de recherche sur les institutions et les mouvements sociaux (GRIMS). « L'action collective spontanée est au fondement même des grands héritages sociaux du Québec. L'action communautaire en est un exemple probant. » L'action collective se redéfinit donc sans cesse, mais il y a une constante : la créativité des citoyens qui la font. /

Pour plus d'informations :

www.100en1jourmontreal.com

<http://2013.quebec.changement.cc/>

<http://amisduchamp.com/>

<http://citoyensmileend.com/>



Une des 100 interventions citoyennes et artistiques de l'événement « 100 en 1 jour Montréal » tenu le 5 octobre 2013.



Démêler la mort de l'avenir

par Catherine Dorion

Auteure, comédienne et dramaturge québécoise, **Catherine Dorion** travaille notamment comme assistante à la mise en scène pour Robert Lepage, comme chroniqueuse pour le journal *Le Carrefour* de Québec et comme comédienne dans *L'auberge du chien noir*. Outre dans son blogue, on peut lire ses textes d'opinion dans *le Devoir*, *La Presse*, *Voir*, les revues *Relations* et *Liberté*. On peut suivre ses aventures littéraires à l'adresse suivante : <http://catherinedorion.wordpress.com/>

La rubrique *Sociale Fiction* offre l'occasion à des artistes québécois de présenter leur vision du développement collectif, des pratiques citoyennes et de l'engagement social au Québec. Essais, bandes dessinées, poèmes, contes ou pièces de théâtre se glissent ainsi parmi les pages, telle une parenthèse littéraire et inusitée sur le développement collectif.

Les gens rient ensemble sur les terrasses
je les envie

je marche vite
je sors mon téléphone pour rien
pour la 120^e fois en une heure
je marche
je réponds à un frustré qui passe son
temps à publier des conneries
je ne l'ai jamais vu de ma vie
mais
je l'haïs VRAIMENT

quelle perte

je vais arrêter ça
je vais toute crisser ça là
il y a toujours des pilleurs d'énergie
qui se précipitent pour détourner
vers eux ce qu'en rêvant très
fort on a bâti avec d'autres
je vais toute crisser ça là
me trouver un *camp* dans le bois
et écrire là toute seule en ne me
mêlant plus des humains

Je marche encore je lève la tête
le ciel est libre
aucun message n'y est inscrit
(pour le moment)
dans le ciel il n'y a pas (encore) de trafic
des goélands crient au dessus
de nous en cherchant des frites

je rêve de faire un rêve cette nuit
où je vole au-dessus de tout
où rien ne me fait plus rien
où je suis enfin rendue disponible
à la caresse du vent
à la beauté du fleuve, de cette jungle
du nord épaisse et nourrie
qui nous entoure (encore) partout

au son délicieux du rire
des gens qui s'aiment
sur les terrasses
je rêve de rêver que j'ai abandonné
que je ne suis plus que la
spectatrice détachée des batailles
interminables dans lesquelles il est
si difficile de ne pas se blesser
lorsqu'on s'engage

Je vais tout laisser tomber
et me recroqueviller
dans un chalet loin loin
je ne me verrai plus dans
le miroir de personne

les genoux tout égratignés
les bronches tout asthmatisées
nous cherchons quelque chose
qui soit aussi bon que l'air libre
quelque chose qui nous
gonflerait par en dedans
comme ça nous est arrivé si souvent
enfant

mais quelque chose est arrivé
aux enfants que nous étions

ce n'est pas l'âge adulte
c'est autre chose

c'est un ingrédient qui
a sanglé notre pensée
et qui la tient immobile
le couteau sur la langue
ne bouge pas
voilà le chemin que tu vas prendre

l'ingrédient est au milieu
de notre tache aveugle
mais plus il pèse lourd sur
notre globe oculaire

plus le flash rétinien de la liberté est vif
en dedans de nos yeux fermés

Nous avons déjà été des pionniers
qui n'avions pas peur et pour qui
il n'y avait rien d'impossible
et là
nous sommes confus
la pollution est trop grande, nous ne
voyons plus rien, nous sommes ces
baleines franches qui ne savent plus
où elles vont tellement le bruit des
cargos et des superpétroliers noie
les délicats ultrasons
qui leur tenaient lieu à la fois
de boussole
et de chant de ralliement

et qui s'échouent en masse

« Qui démêlera la mort de l'avenir ? »
demandait Miron il y a quarante ans

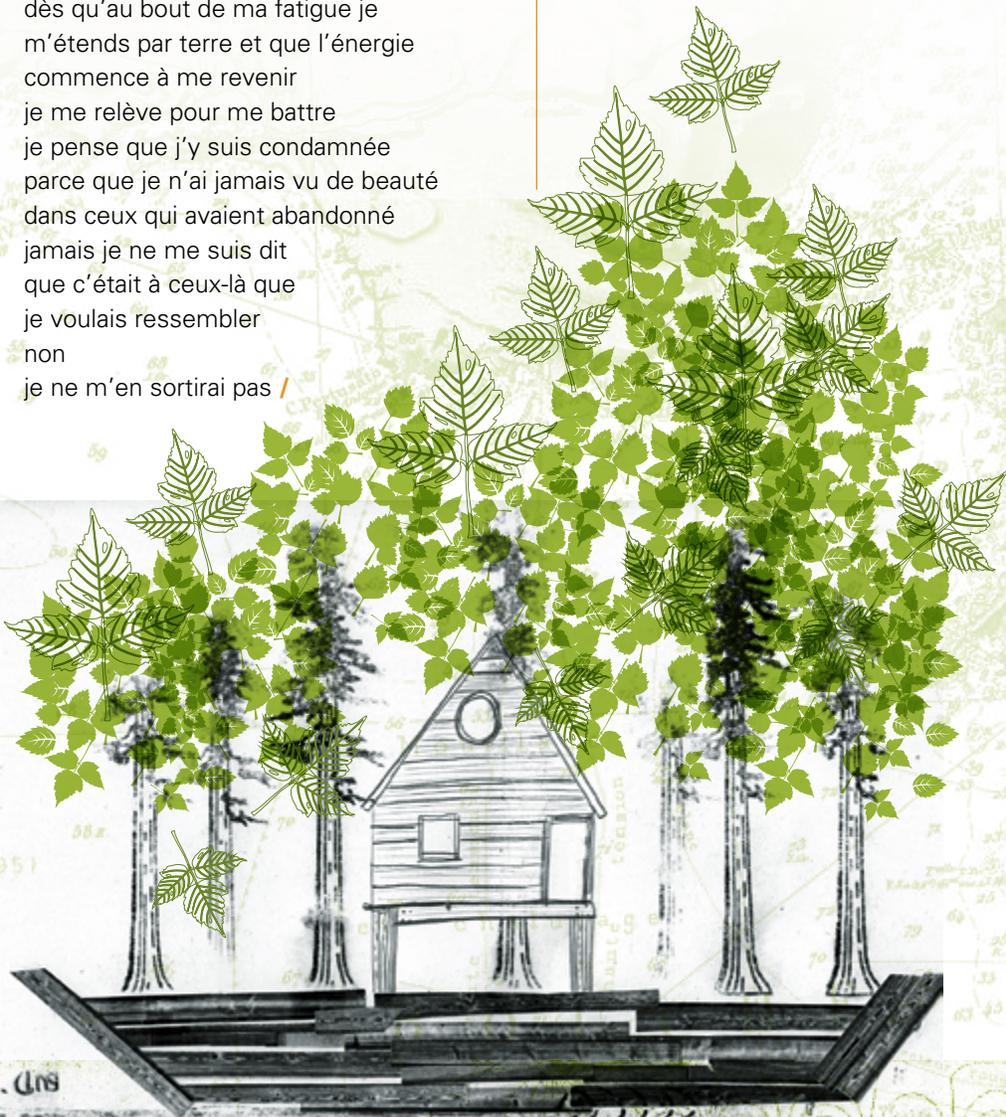
Encore cette même envie d'un
trip mémorable qui me prend
n'importe quoi
drogues tropicales
rencontres fuckées
places bizarres
n'importe quel trip de fous
y-a-tu quelqu'un qui pourrait me brasser
fort

svp
il me semble que ça fait longtemps
que j'ai pas eu une nuit dont
je me rappellerai toujours

tout en moi serait déplacé
les barrages craqueraient
les rivières se rééquilibreraient
violemment splendidement
les vallons se réorganiseraient avec
leurs nouvelles plaies de roches nues
sorties du ventre comme des viscères
oh
oui

je serais soudainement rechargée à bloc
pour un autre dix ans de luttes

je ne m'en sortirai pas
dès qu'au bout de ma fatigue je
m'étends par terre et que l'énergie
commence à me revenir
je me relève pour me battre
je pense que j'y suis condamnée
parce que je n'ai jamais vu de beauté
dans ceux qui avaient abandonné
jamais je ne me suis dit
que c'était à ceux-là que
je voulais ressembler
non
je ne m'en sortirai pas /



ÉTUDES DE K

Une Cité-école qui change le monde par Cynthia Rivard

Attention: les élèves de la polyvalente Louis-Saint-Laurent, à East-Angus en Estrie, ont récemment pris le pouvoir dans leur école. Transformée en « cité » où siège un parlement, l'école est aujourd'hui dirigée par une première ministre et un conseil démocratiquement élu, représentatif de l'ensemble du territoire-école, et dans lequel chacun joue un rôle déterminant: la ministre de l'Environnement imagine avec les citoyens de l'école des moyens d'être plus vert; celui des Loisirs et des Sports, de faire davantage bouger les élèves.

Si ce projet permet aux élèves de s'approprier leur école et de développer un sentiment d'appartenance très fort envers leur polyvalente, il permet également un ancrage des élèves au sein de leur communauté d'appartenance. Grâce à l'étroite association des élus locaux à la démarche, chaque élève est encouragé à s'impliquer bénévolement tout au long de l'année dans son village, selon ses champs d'intérêt. À chaque bulletin, la réussite des élèves est soulignée dans sa ville ou son village d'origine, en présence du maire et des membres de la communauté.

Le projet qui a été instauré en 2007 visait à répondre à des problèmes criants. Dans la MRC du Haut-Saint-François,

11 des 14 municipalités avaient alors un indice de « défauvorisation » élevé. On y trouvait également le taux de décrochage le plus élevé de l'Estrie, ainsi que le plus faible revenu. Au moment des inscriptions à l'école secondaire, la région se vidait de ses jeunes, dont le quart s'exilait pour Sherbrooke.

Aujourd'hui, force est de constater que la Cité-école a constitué une solution formidable dans la poursuite de la résolution de ces problèmes. Le taux de décrochage a diminué de 15,1%. Les élèves ont, de plus, perpétué leurs engagements sociaux en dehors des murs de l'école: plusieurs s'impliquent bénévolement dans leur communauté et siègent à des conseils d'administration. Aux dernières élections municipales, deux anciennes élèves se sont présentées. L'une a été élue, devenant par le fait même la plus jeune élue municipale du Québec.

Il faut tout un village pour élever un enfant? Oui! L'exemple de la Cité-école le démontre bien. Mais ce qu'il démontre également, c'est que ces enfants, une fois adultes, redonnent aussi à ceux qui leur ont donné. Pas étonnant donc que cette initiative ait remporté le prix Hommage des Grands Prix de la ruralité 2013. /



Le conseil des jeunes ministres de la Cité-école Louis-Saint-Laurent en compagnie du Dr Réjean Hébert, ancien ministre de la Santé et des Services sociaux.

« Imaginons Bellechasse » ou l'urbanisme participatif par Sophie Clerc

À la croisée des quartiers Rosemont–La Petite-Patrie, Plateau et Mile-End, le secteur Bellechasse tente de se tailler une place de choix dans le paysage urbain montréalais actuel. Aussi légitime soit cette ambition, elle n'est pas sans défis pour ce site industriel occupé en partie par la Société de transport de Montréal (STM) et quelque peu malmené par des décisions d'aménagement qui ont contribué à son isolement: limité au sud par le chemin de fer du Canadien Pacifique et le viaduc Van Horn, difficile pour les citoyens de circuler aisément et de s'approprier leur territoire.

Cette enclave urbaine demeure toutefois un lieu vivant et au potentiel de développement considérable pour lequel la Ville de Montréal et l'arrondissement Rosemont–La Petite-Patrie nourrissent de grands projets. Ceux-ci ont d'ailleurs été exposés dans le Programme particulier d'urbanisme (PPU) du secteur Bellechasse, lancé en 2008 et présenté au public pour révision à l'automne 2012. Ce PPU devrait faire prochainement l'objet d'une consultation formelle organisée par l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM).

C'est dans ce contexte de transformation urbaine que trois professeurs d'architecture, d'urbanisme et de design de l'Université McGill et un acteur de la scène communautaire locale du Comité logement de Rosemont–La Petite-Patrie se sont associés pour monter le projet de recherche « Imaginons Bellechasse ». L'objectif de cette recherche-action est double: il s'agit, d'une part, d'accompagner les citoyens dans l'élaboration d'une vision citoyenne et critique de l'aménagement de leur territoire tel que proposé par le PPU. D'autre part, avec cette étude de cas, le groupe de recherche s'interroge plus largement sur la question de la participation citoyenne dans les démarches d'aménagement.

« On sent qu'il y a un intérêt très fort de la société civile, au Québec et notamment à Montréal, à prendre part au processus d'aménagement de leur milieu, mais il y a malheureusement peu d'ouverture tant du côté des structures qui entreprennent ces démarches que du côté des processus administratifs ou législatifs qui encadrent ces processus, avance Nik Luka, professeur à l'École d'architecture de l'Université McGill. Comment s'assurer que le cadre législatif et réglementaire entourant les démarches d'aménagement d'un territoire donné permet aux communautés d'être partie prenante de la transformation de leur milieu? Ce projet vise à apporter des réponses ».

Sur le terrain, l'équipe de travail, appuyé par des étudiants en architecture, en design urbain et en urbanisme, a organisé durant l'automne 2013 différents ateliers de design participatifs et des marches exploratoires. Il s'agissait pour les citoyens de « rêver » leur milieu de vie tout en développant une lecture critique du PPU et en y apportant des aménagements. Entre le souhait d'accroître les espaces verts, d'augmenter l'offre de logement social ou encore d'offrir un accès sécuritaire à la station de métro Rosemont, une centaine de résidents a façonné le « Bellechasse » de demain. « Les citoyens sont des experts de leur milieu, précise Nik Luka. Nous souhaitons les outiller au mieux pour que, lors de la prochaine consultation, ils puissent exercer pleinement leur droit à la ville ».

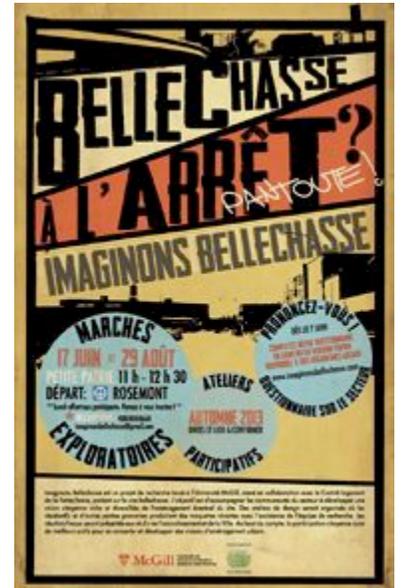
Le groupe de recherche a présenté, au courant de l'hiver 2014, aux élus concernés, les résultats de la démarche délibérative menée auprès des citoyens. Ils sont invités à considérer les conclusions apportées pour une transformation urbaine intégrant pleinement les préoccupations citoyennes. Ce printemps, le groupe a également fait une présentation publique du projet, en invitant organismes et citoyens à y contribuer en apportant leurs idées et réflexions. Par la suite, en 2015, le groupe de travail émettra des recommandations, sur la base de ce projet-pilote, afin que cette implication citoyenne soit intégrée à l'ensemble des démarches de consultation publique, et ce, en amont des projets d'aménagement.

Reste à souhaiter que les décideurs sachent saisir la balle au bond... /

Reste à souhaiter que les décideurs sachent saisir la balle au bond... /

Pour suivre l'évolution du projet, consultez le site:

<http://www.imaginonsbellechasse.com/>



La Forêt modèle du Lac-Saint-Jean par Myriam Thériault

Au Sommet de la Terre à Rio, en 1992, le Canada a mis de l'avant le concept de forêt modèle, qui s'est étendu à travers le monde et dont le réseau regroupe maintenant près d'une cinquantaine de projets, répartis sur tous les continents. Cette idée novatrice consiste à rassembler des partenaires souhaitant découvrir de nouvelles façons d'exploiter la forêt dans une optique de développement durable des collectivités.

Au Lac-Saint-Jean, en 2007, le gouvernement canadien a accepté d'inclure le projet – qui regroupe la MRC Maria-Chapdelaine, la MRC Domaine-du-Roy et le Conseil des Montagnais du Lac-Saint-Jean – à son programme national de forêts modèles. Prévue sur cinq ans et accompagnée d'une enveloppe budgétaire, cette initiative a permis d'expérimenter des façons de gérer et d'aménager les forêts en mettant les communautés locales à contribution. Selon Serge Harvey, directeur général de la Forêt modèle du Lac-Saint-Jean, « cette approche peut permettre aux communautés forestières de continuer à bien vivre de leur environnement, en diversifiant les produits tirés de la

forêt et en favorisant les retombées de l'exploitation vers les collectivités, dans une perspective à long terme ». C'est pour atteindre cet objectif que la Forêt modèle du Lac-Saint-Jean travaille sur trois orientations : « développer des moyens d'existence durable pour les communautés forestières ; développer une gestion intégrée des ressources et du territoire – dans un contexte de développement durable pour les communautés forestières – et partager l'information, faire du transfert technologique et du réseautage afin que les apprentissages puissent être utiles à d'autres milieux ».

Le projet met de l'avant à la fois des expérimentations sur les techniques d'aménagement et sur les produits à tirer de la forêt – les champignons, par exemple –, en passant par des outils de gestion à mettre en place pour assurer l'harmonie entre les communautés concernées.

C'est par plusieurs projets que se concrétisent ces orientations. Par exemple, la Forêt modèle du Lac-Saint-Jean contribue, depuis six ans, à la mise sur pied d'une industrie de caractérisation et de récolte de champignons forestiers, non seulement dans le domaine de l'alimentation, mais aussi pour leur utilisation dans les produits pharmaceutiques ou cosmétiques. Un autre projet intéressant, selon le directeur général, est celui des aînés de la communauté autochtone des Pekuakamiulnuatsh, qui vise à mettre de l'avant, à préserver et à appliquer les connaissances traditionnelles innues en matière de cueillette durable et d'utilisation de plantes médicinales.

Malgré les succès rencontrés, une récente décision du gouvernement fédéral a obligé la Forêt modèle du Lac-Saint-Jean à repenser son fonctionnement. En effet, après avoir joué un rôle de pionnier dans les années 1990, le gouvernement canadien a graduellement diminué sa contribution au financement des forêts modèles au fil des dernières années, pour y mettre totalement fin en 2013. Il ne faut toutefois pas y voir la fin de ces projets. « La foresterie communautaire, ça vient des tripes du monde, ça vient d'un besoin réel sur le terrain », estime Serge Harvey. Il ajoute que « le concept de forêt modèle reste pertinent et appuyé par les communautés, et continuera de vivre ». Au Lac-Saint-Jean, des partenaires du milieu ont reconnu l'importance de maintenir la Forêt modèle pour la prospérité et le développement à long terme de leur milieu et se sont mobilisées pour en financer les frais d'exploitation. Selon M. Harvey, il y a encore beaucoup de communautés dans les régions du Québec qui vivent de l'exploitation forestière. Tant que l'occupation des territoires demeurera une priorité, il restera nécessaire de réfléchir à une gestion efficace et intelligente de la forêt. /

« La foresterie
communautaire, ça vient
des tripes du monde,
ça vient d'un besoin réel
sur le terrain »

Serge Harvey



La Forêt modèle du Lac-Saint-Jean contribue à la mise sur pied d'une industrie de caractérisation et de récolte de champignons forestiers.

Les sociétés de secours mutuel au Québec : une histoire d'intérêts collectifs ou individuels ?

Au milieu du XIX^e siècle, plusieurs sociétés dites « de secours mutuel » sont fondées au Québec à l'initiative d'ouvriers désireux d'atténuer les risques liés aux aléas de leurs conditions de vie et de travail dans la nouvelle société industrielle. Leur rôle de prévoyance et de partage des risques finit toutefois par être assumé par les compagnies d'assurance privées ou par l'État. La fin du *mutualisme* dans les années 1940 marque-elle la mort d'un âge d'or de la solidarité qu'il s'agirait de retrouver aujourd'hui, ou plutôt une évolution inévitable qui serait attribuable aux limites de l'action collective ?

par **Yanic Viau**

Historien et professeur à l'Université du Québec à Montréal (UQAM), Martin Petitclerc s'intéresse à l'évolution des formes d'action collective au Québec, et en particulier aux « modes privés de prise en charge des risques » reliés aux maladies, aux accidents et décès entre 1850 et 1940. Au cours de cette période, qui correspond au développement du capitalisme industriel au Québec, on assiste en effet à une volonté de partager collectivement les risques reliés aux incidents pouvant survenir tout au long de la vie et qui sont, à priori, individuels. Pensons par exemple à un accident de travail. Cette volonté donne naissance à des systèmes prévoyant le paiement périodique de cotisations, donnant droit à des indemnités financières lors de situations particulières. Ces systèmes reposent sur le principe « assurantiel » qui est à la base du fonctionnement des compagnies privées actuelles offrant assurances maladie et assurances vie.

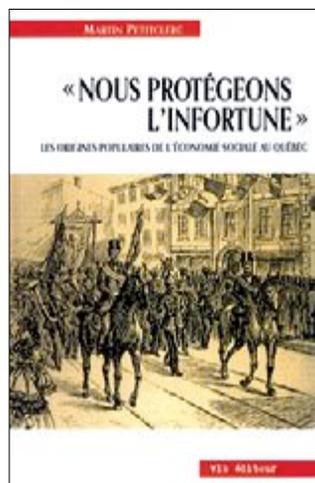
Une prise en charge collective des risques

Dans son livre *Nous protégeons l'infortune, Les origines de l'économie sociale au Québec* (2007), Petitclerc rappelle qu'avant la multiplication de ces compagnies d'assurances privées, plusieurs associations sans but lucratif, des sociétés de secours mutuel, sont mises sur pied au XIX^e siècle pour faire face aux difficultés rencontrées par les ouvriers. Une pionnière, l'Union Saint-Joseph de Montréal, fondée en 1851 par des tailleurs de pierre, sert de modèle et de source d'inspiration à plusieurs autres sociétés du même genre.

Les principes de ces sociétés de secours mutuel sont simples. Les cotisations des membres sont utilisées pour verser une modeste indemnité à un membre temporairement incapable de travailler ou encore utilisées pour assumer les frais du service funéraire d'un membre en cas de décès. Les risques reliés au chômage, aux accidents de travail ou au décès sont ainsi →

Yanic Viau est professeur d'histoire au Cégep du Vieux Montréal. Pendant près d'une décennie, il a été conseiller au ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS), où il s'est notamment consacré à la gestion de projets pilotes d'insertion socioprofessionnelle des jeunes.

Avant la multiplication de ces compagnies d'assurances privées, plusieurs associations sans but lucratif, des sociétés de secours mutuel, sont mises sur pied au XIX^e siècle pour faire face aux difficultés rencontrées par les ouvriers.



Petitclerc, Martin (2007),
«*Nous protégeons l'infortune*». Les origines de l'économie sociale au Québec, Montréal, VLB Éditeur (coll. «*Études québécoises*»), 280 p.

En dépit d'une perception répandue, la décision de s'engager dans l'action collective à travers une organisation structurée comme une coopérative ne relève pas fondamentalement d'un sentiment altruiste ou collectiviste.

assumés par les ouvriers eux-mêmes. Cela a lieu bien avant la décriminalisation des syndicats (1872), qui facilite la négociation collective afin d'améliorer les conditions de travail, ou encore la mise en place, après la Deuxième Guerre mondiale, de l'État-providence, qui permet de « transférer » en partie cette responsabilité du risque vers l'État.

Le mutualisme : un idéal « pur » de solidarité ?

Les premières sociétés de secours mutuel sont animées, selon Petitclerc, par un idéal reposant sur une solidarité de classe et une volonté des membres d'améliorer leur sort de façon collective. Une telle vision, que l'auteur qualifie de « mutualité pure », implique une gestion collective et démocratique de l'organisation et des services aux membres allant au-delà des allocations financières. Il s'agit alors de créer des « relations durables à l'image de celles qui uniss[ent] les frères [d'une même famille] ». Le mutualisme serait donc pour Petitclerc une conception « en conflit avec les valeurs libérales de l'époque » et « ce qui s'approche le plus d'une authentique vision populaire de la question sociale ».

Or, la plupart des sociétés de secours mutuel québécoises connaîtront des difficultés majeures à partir des années 1890, ce qui entrainera leur disparition ou encore leur transformation profonde au point de les rendre parfois méconnaissables. La concurrence de compagnies d'assurances expliquerait cette évolution. Toutefois, la mauvaise gestion et le refus fréquent de tenir compte de règles de calcul actuarielles – qui auraient permis de gérer les allocations de façon à assurer la viabilité financière à long terme – expliqueraient également ces difficultés. Bien que l'esprit mutualiste perdurera jusqu'aux années 1940 environ, les sociétés qui survivront au-delà de cette époque le feront au prix de l'abandon de leur idéal originel de « transformation sociale ». Elles seront encouragées en ce sens par des membres de plus en plus issus de la petite et de la moyenne bourgeoisie, soucieux avant tout de la stabilité financière. En somme, les anciennes sociétés de secours mutuel

finiront par se confondre avec les compagnies d'assurance privées : gérées de façon bureaucratique, elles reposeront désormais sur un « rapport contractuel entre l'assuré et l'administration centrale », entre consommateurs et fournisseurs de services.

L'action collective entre l'intérêt individuel et l'intérêt collectif

Une telle évolution était-elle évitable ? Le maintien des principes de la « mutualité pure » dépendait-il essentiellement de la bonne volonté des membres ou des administrateurs ? Ceux-ci auraient-ils délibérément renoncé à un idéal de justice sociale pour adhérer à une logique marchande ? Ou au contraire, les sociétés de secours mutuel étaient-elles condamnées à disparaître à long terme ? Tout comme Petitclerc, le philosophe canadien Joseph Heath s'intéresse aux problèmes des organisations fondées sur l'action collective. Sa réflexion sur le coopératisme au début du XXI^e siècle, en apparence éloignée de la réalité des sociétés de secours mutuel du XIX^e siècle, invite à la comparaison. N'est-il pas, d'ailleurs, un lieu commun dans les milieux progressistes de critiquer l'évolution de certaines coopératives, qui auraient fini par « perdre leur âme » pour finalement devenir des entreprises « comme les autres » ? Existerait-il donc un « coopératisme pur », comme il y aurait eu un « mutualisme pur » ?

Dans son livre *Sale argent, Petit traité d'économie à l'intention des détracteurs du capitalisme*, Heath (2009) affirme qu'en dépit d'une perception répandue, la décision de s'engager dans l'action collective à travers une organisation structurée comme une coopérative ne relève pas fondamentalement d'un sentiment altruiste ou collectiviste. Les individus qui s'engagent dans l'action collective ne le feraient pas nécessairement par souci d'égalité ou de justice sociale. Selon l'auteur, on aurait tendance à sous-estimer dans leur décision l'importance de l'intérêt personnel rationnel, à savoir une volonté de partager ou de minimiser des risques individuels en mettant en commun des ressources.

Les dilemmes de l'action collective

Mais la conciliation des intérêts individuels au sein des organisations collectives demeure difficile. Heath constate que les coopératives qui se démarquent par leur longévité ont ceci en commun qu'elles ont recours à des « intrants » particulièrement homogènes, ce qui réduit les risques de conflits entre les membres au moment d'établir des priorités. Par exemple, une coopérative réunissant uniquement des producteurs laitiers s'avèrera plus viable que si elle commercialisait plusieurs produits. La gestion d'une coopérative d'habitation ou d'un immeuble à copropriété soulèvera moins de difficultés si les membres partagent le même profil socioéconomique. Pour Heath, une coopérative de travailleurs serait d'autant plus aisément gérée si ses membres remplissent tous les mêmes fonctions exigeant un niveau de compétence similaire, et une coopérative de soins de santé aura avantage à limiter la diversité des services offerts.

Or, il y aurait un prix à payer pour assurer une telle homogénéité. L'accroissement du membership, bien qu'il n'empêche pas, en soit, l'action collective, entraînerait inévitablement une diversification du profil des membres. Cette diversité complique, selon Heath, la tâche de satisfaire leurs intérêts individuels respectifs et de maintenir le fonctionnement égalitaire de l'organisation. Pour pallier ces difficultés, les coopératives auraient pris l'habitude de se procurer « à l'externe » les biens et les services susceptibles de rompre le principe de l'égalité entre les membres ou de menacer la viabilité financière de leur organisation. Mais de cette façon, elles tomberaient dans une logique marchande qu'elles cherchaient pourtant à éviter. Une coopérative de soins de santé recourra ainsi aux services d'une infirmière d'une agence de personnel. Une coopérative de distribution embauchera un directeur général pour assurer une gestion professionnelle et moins conflictuelle, évitant ainsi l'établissement d'une hiérarchie entre les membres, mais éloignant d'autant les décisions de gestion de la réalité de ces derniers.

Un esprit mutualiste est-il encore possible ?

Selon cette interprétation, dont Heath lui-même reconnaît le caractère polémique, nous aurions donc tort de voir dans la « trahison » ou l'« abandon » de certains principes la cause des problèmes vécus par les organisations collectives. Un tel changement d'attitude n'expliquerait pas, à lui seul, leur évolution vers des organisations bureaucratisées agissant selon une logique marchande. Ces organisations seraient en quelque sorte, dès leur création, le fruit des volontés « égoïstes » d'individus désireux de partager des risques, et non nécessairement d'une volonté altruiste de changement social. L'action collective est perçue ici comme un moyen de satisfaire les intérêts individuels du plus grand nombre possible, quitte à faire évoluer les organisations collectives pour atteindre cet objectif, au point de les rendre parfois méconnaissables. Le maintien d'une organisation à une échelle modeste et offrant une variété réduite de services serait donc une condition pour maintenir un esprit d'entraide et solidarité. Mais pour Martin Petitclerc, l'expérience des sociétés de secours mutuel au Québec demeure, malgré ses limites, l'illustration d'un pouvoir de mobilisation populaire dans un contexte socioéconomique difficile. Elle est aussi un rappel « de la permanence de ces aspirations démocratiques profondes, qui ne sauraient être satisfaites, hier comme aujourd'hui, par le monde désenchanté de la société de marché ». /

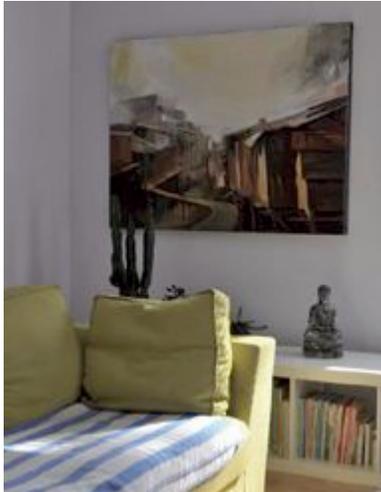
Ces organisations seraient en quelque sorte le fruit des volontés « égoïstes » d'individus désireux de partager des risques, et non nécessairement d'une volonté altruiste de changement social.



Heath, Joseph (2009), *Sale argent, Petit traité d'économie à l'intention des détracteurs du capitalisme*, (trad. de Filthy Lucre, Scribe, 2009), Montréal, Éditions Logiques, 408 p.

Radar culturel

par Véronique Chagnon



Prêt d'art chez l'emprunteur.
Œuvre de Linda Luttinger.



Affiche de l'expo «Le Québec de Charlebois à Arcade Fire»



La Roulotte de Paul Buissonneau

Prêt d'art

Un collage photographique automnal, une huile sur toile colorée, le galbe d'un sein et un paysage d'hiver: tout cela se trouve dans la bibliothèque de **Prêt d'art** et pourrait se retrouver gratuitement sur vos murs. La nouvelle plateforme de prêt d'œuvres fait entrer l'art visuel dans les salons de ceux et celles qui économisent encore pour s'offrir leur première pièce. Passez l'après-midi à balayer l'éventail des œuvres offertes sur la page Facebook de l'organisme, faites votre choix, et organisez la rencontre avec l'artiste. Installez la photo, le tableau, la sculpture là où vous et vos invités pourrez vous en imprégner, et savourez. Il est fort possible qu'un acheteur vienne vous la ravir après quelque temps... ce qui vous donnera l'occasion de faire entrer un nouveau trésor dans votre environnement. Une belle façon de donner à un artiste la chance d'exposer. En retour, il vous nourrit de sa vision. On le répète: c'est gratuit (www.pretdart.com).

Le Québec de Charlebois à Arcade Fire

Qu'elle berce ou qu'elle secoue, la musique est le reflet d'une époque et des gens qui l'ont forgée. Même sans paroles, elle parle de nous. Le Musée McCord de Montréal dresse le portrait de l'évolution de la culture québécoise à travers ses grandes voix, qui ont souvent été les hautparleurs de la société en mouvement. Jusqu'au 13 octobre (www.mccord-museum.qc.ca).

La Roulotte de Paul Buissonneau

La Ville de Saint-Gabriel a refait une jeunesse à la Roulotte de Paul Buissonneau, grand comédien qui, venu finir ses jours tout près, à Mandeville, y avait laissé son célèbre pourvoyeur de culture. Ce théâtre ambulant a sillonné les parcs de Montréal pendant 30 ans à partir des années 1950, pour promener la culture dans les coins où elle ne s'y

invitait pas spontanément. La MRC d'Autray a ranimé l'esprit de la Roulotte, qui traîne cet été *Le Chat botté* dans plusieurs villages du territoire, et répand en même temps la fierté des gens du coin (www.mrcautray.com/tourisme/fr/roulotte).

Festival du Folk Sale de Saint-Rose-du-Nord

Pour la troisième année, les amateurs de folk (et de boue) convergeront vers le village de Sainte-Rose-du-Nord pour entendre des groupes venus des quatre coins du Québec et d'ailleurs dans le cadre enchanteur du fjord du Saguenay. Mis sur pied par l'OBNL L'Art Salé—formé d'artistes et d'amoureux du coin qui voulaient déridier le petit village de carte postale—, le festival promet de combiner arts du cirque, pétards et plaisir. La photojournaliste Caroline Hayeur y a d'ailleurs consacré l'exposition *Le Folk Sale de Sainte-Rose-du-Nord: Extase, excès et bouette*. Pour étancher votre curiosité et votre soif de musique en plein air, rendez-vous les 27, 28 et 29 juin à Sainte-Rose-du-Nord (www.folkalefest.com).

Il ventait devant ma porte

Ce documentaire de Pierre Goupil et Rénald Bellemare est un face à face franc et brut avec le trouble bipolaire. Pierre Goupil y raconte la pesanteur d'un moule social qu'il est incapable de rompre et son rapport au «Royal Vic», contraint qu'il est de s'y rapporter pour des suivis. On le voit explorer ses parts d'ombres, conter ses psychoses et en rire avec son entourage solidaire. Une incursion dans les décors fantasmagiques qui tapissent le cerveau d'un homme de cinéma et dont on ne sort pas indemne. Parce qu'il y a chez Goupil une fragilité que l'on reconnaît aussi chez nous. Disponible en location sur onf.ca et sur cinemaexcentris.com/il-ventait-devant-ma-porte/.



Joignez-vous aux membres de Kaléidoscope!

Devenir membre de Kaléidoscope, c'est :

- appuyer un média 100 % développement collectif, fait pour et par ses artisans et manifester sa pertinence dans le paysage médiatique ;
- vous afficher comme porteur des valeurs du développement collectif et, ainsi, contribuer à son rayonnement ;
- avoir la possibilité d'accéder aux instances de gouvernance de Kaléidoscope ;
- contribuer à la réflexion quant aux orientations de Kaléidoscope ;
- facile ! Visitez notre site Internet : www.mediaK.ca

Un aperçu de nos amis ... et bientôt des vôtres !

Agence de la santé et des services sociaux
de Lanaudière

Agence de la santé et des services sociaux
de la Montérégie

Alliance de recherche universités-communautés -
Développement territorial et coopération

Alliance de recherche université-communauté -
Innovation sociale et développement des communautés
(ARUC - ISDC)

Ariane Émond

Carrefour de développement social
par l'éducation populaire (CDSEP)

CDC Vallée du Richelieu

Centraide du Grand Montréal

Centre Saint-Pierre

Chaire Approches communautaires et Inégalités

de santé (FCRSS/IRSC) Université de Montréal

Chaire de recherche du Canada en organisation
communautaire

Chaire Desjardins en développement
des petites collectivités (UQAT)

Chantale de Montigny

Coalition montréalaise des Tables de quartier

Comité sectoriel de main-d'œuvre, économie sociale
et action communautaire (CSMO - ESAC)

Conseil québécois de la coopération et de la mutualité
Danielle Larose

Franck Lebeau

Geneviève Giasson

Jocelyn Ann Campbell

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Sylvie Bellerose, Solidarité rurale du Québec
Mélodie Chabot, *Kaléidoscope*
Jacques Fiset, CLD de Québec
Ariane Émond, journaliste indépendante
Geneviève Giasson, Communagir
Georges Letarte, consultant en développement collectif
Louise Rondeau, ministère de la Santé et des Services sociaux
Denis Sirois, Réseau des CDEC

DIRECTRICE GÉNÉRALE ET RÉDACTRICE EN CHEF

Mélodie Chabot

COMITÉ D'ORIENTATION ÉDITORIALE

Gabrielle Brassard-Lecours
Mélodie Chabot
Yvon Poirier

RÉDACTEURS

Denis Bourque, Gabrielle Brassard-Lecours, Ronald Cameron, Marianne Carle Marsan, Véronique Chagnon, Léa Champagne, Sophie Clerc, Stéphane Couture, Catherine Dorion, René Lachapelle, Caroline Larocque-Allard, Cynthia Rivard, Simon St-Onge, Myriam Thériault, Alexandra Viau, Yannick Viau

COLLABORATEURS

Marke Ambard, Marie-Jules Bergeron, France Brochu, Vincent Chapdelaine, Monique Chartrand, Jacques Chevalier, Anyle Côté, Martine Duperré, Caroline Durand, André Fortin, Isabelle Gaudette, Lisa Gravel, Pierre Hamel, Jean Luc Henry, Cédric Jamet, Jonathan Jubinville, Rachel Kramer Jamet, Philôme Lafrance, Julien Lamarche,

Jean-Noé Landry, Juan Carlos Londono, Marie-Luce Meillerand, Steeven Pedneault, Jacques Poulin, Solenne Prissette, Claudine Schirardin, Samantha Slade, Lydia Tetyczka, Sandy Tremblay

PHOTOS DE COUVERTURE

Charles Briand

DESIGN ET ILLUSTRATIONS

Anne-Laure Jean

RÉVISION LINGUISTIQUE

Paul Montminy

ASSISTANTE À LA PUBLICATION

Mădălina Burtan

IMPRIMEUR

JB Deschamps

Dépôt légal : Bibliothèque nationale du Québec, Bibliothèque nationale du Canada

ISSN 1929-6878 (imprimé)

ISSN 1929-6886 (en ligne)

KALÉIDOSCOPE

190, boulevard Crémazie Est, Montréal (Québec) H2P 1E2
514 864-1600
info@mediaK.ca / mediaK.ca



PHOTO : ANNE-LAURE JEAN

PARTENAIRES

Kaléidoscope c'est le fruit de la collaboration des acteurs du développement collectif au Québec. Parce que le développement collectif c'est eux, *Kaléidoscope* ne peut exister sans cette étroite complicité. Pour cette raison, nous souhaitons les en remercier.

Nous souhaitons également remercier les Agences de la santé et des services sociaux (ASSS), les Conférences régionales des élus (CRÉ), le Réseau des Corporations de développement économique communautaire (CDEC) et les membres du Réseau québécois de développement social (RQDS) **qui assurent la distribution régionale des parutions de Kaléidoscope.**

ENFIN, KALÉIDOSCOPE C'EST AUSSI UN ENSEMBLE DE PARTENAIRES QUI SOUTIENNENT LA REVUE ET SES ACTIVITÉS. NOUS SOUHAITONS ÉGALEMENT LE REMERCIER DE LEUR

APPUI: La Caisse d'économie solidaire / La Fondation Lucie et André Chagnon / La Table de coordination nationale en santé publique / La Ville de Montréal / L'Institut national de santé publique du Québec / Le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport / Le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale / Le ministère de la Santé et des Services sociaux

Procurez-vous la revue :

Consultez l'onglet « Abonnement » sur notre site mediaK.ca

POLITIQUE ÉDITORIALE

Destiné aux publics spécialisés et aux citoyens qui ont un intérêt pour le développement collectif, *Kaléidoscope* s'est donné pour mission de les informer tout en soutenant l'innovation, en s'assurant d'être ce lieu où les différents acteurs peuvent partager et enrichir leurs expériences et leur réflexion. *Kaléidoscope* s'inspire du Guide de déontologie des journalistes du Québec et du Conseil de presse du Québec pour prendre ses décisions en matière d'éthique et de déontologie. Les textes publiés sont sous la responsabilité de leur signataire et n'engagent aucunement les partenaires de la revue. Les textes publiés dans la revue peuvent être reproduits, à condition d'en citer la source.



UNE AMBITION QUI SE CONCRÉTISE POUR CINDY

 **Cantin**

ENTREPRENEURE CRÉATIVE

DANS CHAQUE COMMUNAUTÉ, IL Y A DES RÊVES, DES PROJETS ET DES GENS QUI LES AIDENT À DEVENIR RÉALITÉ.

Vous avez entre 18 et 35 ans et désirez démarrer votre entreprise? Vous avez démarré votre entreprise il y a moins de 2 ans et n'arrivez pas à obtenir du financement?

CRÉAVENIR EST POUR VOUS!

Pour connaître la liste des caisses Desjardins participantes : www.desjardins.com/creavenir

 **Desjardins**

Coopérer pour créer l'avenir

Distribuée partout au Québec,
la revue *Kaléidoscope*
traite des grands enjeux du
développement collectif, en jetant
un éclairage sur les initiatives
locales et régionales, tout en
favorisant le partage d'expertise
et la réflexion critique.

mediak.ca



ADRESSÉ À :

ADRESSE DE L'EXPÉDITEUR :

KALÉIDOSCOPE
190, boul. Crémazie Est
Montréal (Québec) Canada H2P 1E2

11,95\$